INPRECOR

Numéro 358 du 11 au 24 septembre 1992 ◆ 25 FF 6 FS 125 FB

Yougoslavie : Le nœud gordien

- **Russie : Plan de misère**
- **Managua : Rencontre de la gauche latino-américaine**
- **Salvador : Plus rien ne sera comme avant**

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 358
DU 11 au 24 septembre 1992

3
DOSSIER YOUGOSLAVIE
La toile d'araignée
Claude GABRIEL
5
La Conférence de Londres
Slavko MIHALJCEK
6
La spirale de la guerre
Interview de Catherine SAMARY
8
CROATIE
Main basse sur le Parlement
Christian POMITZER

10
RUSSIE
Plan de misère
Poul Funder LARSEN

13
SALVADOR
Plus rien ne sera comme avant...
Paquita GOMEZ et Rudie HASTING

17
AMERIQUE LATINE
De Sao Paulo à Managua
Alfonso MORO
19
Faire renaître l'espoir
Ernest MANDEL
23
Pour la souveraineté des peuples
DOCUMENT

26
BRESIL
L'arroseur arrosé
Alfonso MORO

28
ALLEMAGNE
Terreur nazie à Rostock
David MULLER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les nôtres

C'est dans un accident de la circulation, le 28 juillet 1992, en Turquie, que Nadine Richet, membre de la direction nationale de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale) et Anne Krumnow, qui avait notamment participé à la création des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), sont décédées. Nadine, Katia au sein de la LCR, a été une des principales animatrices du travail antimilitariste de la LCR ; c'était aussi une internationaliste conséquente — elle s'était rendue au Nicaragua, dans des brigades de solidarité avec la révolution sandiniste ; c'est avec une grande tendresse que les Nicaraguayens avec qui elle avait travaillé s'en souviennent. Anne avait été dirigeante du mouvement étudiant de 1986 ; elle avait quitté la LCR en 1987.

C'est au cours de ce même accident qu'Alain Rhodes, militant de la LCR, notamment engagé dans le travail internationaliste et, en particulier, la solidarité avec la Kanaky et qui collaborait régulièrement avec *Rouge* et Régine ont été blessés, ce premier très grièvement.

Par ailleurs, Yves Catoire, travailleur à la SNCF, et Régis Capalaere, qui avait été longtemps un des dirigeants de la section d'Amiens de la LCR, sont aussi décédés.

La rédaction d'*Inprecor* tient à apporter son entière solidarité et son affection à leurs familles, amis et camarades. ★

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT
(22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement ❑ **Réabonnement** ❑
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ❑
Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois) ❑

Nom -Prénom :.....
Rue :.....
.....
Commune / Code postal :.....
Ville : .....
Pays : .....

La toile d'araignée

La guerre dans l'ancienne Yougoslavie n'est pas un conflit moyenâgeux. Au contraire, elle synthétise les principales caractéristiques de la situation mondiale actuelle. Il n'y a, à priori, ni "arriération" congénitale de sa population ni "bombe à retardement" sur fond d'antagonismes ethniques ancestraux (voir l'article en p. 6). L'affreux cynisme des "spectateurs" de Rostock, en Allemagne, assistant complaisamment aux attaques des fascistes contre les immigrés, montre qu'il n'y a pas de particularisme yougoslave dans la crise de la conscience sociale. Ce conflit est bel et bien un produit politique et social du monde actuel.

Claude GABRIEL

A L'ORIGINE, en Yougoslavie, l'aspiration libératrice des populations exprimait la recherche d'une société plus libre et plus généreuse. Mais, progressivement, est apparue cette illusion mortelle que la liberté et l'abondance ne pourraient finalement s'imposer qu'en prenant le chemin de la restauration capitaliste sur le modèle occidental. Cela nécessitait évidemment l'approfondissement des lois du marché, et de la concurrence entre les entreprises, entre les régions, etc. L'ambition n'était-elle pas d'entrer plus vite que son voisin dans la riche Communauté européenne (CE) ?

Cette confusion favorisa et valorisa tous les démagogues et les anciens dirigeants en mal de reconversion, pour qui les droits démocratiques et nationaux ne peuvent pas aller jusqu'à compromettre les nouveaux besoins de l'accumulation capitaliste. On fit ainsi du neuf avec de l'ancien : la conscience politique finalement aliénée servait les ambitions des divers ténors qui se partageaient les lambeaux d'un appareil d'Etat, de ses casernes, de ses armes et de ses soldats.

Le régime de Milosevic a, depuis lors, tenu le haut du pavé dans cette escalade nationaliste et finalement belliciste ; le projet réactionnaire d'une Grande-Serbie est la seule réponse, à présent, des cliques dirigeantes serbes pour la reconstitution de leurs intérêts propres. Les appels à la nation et au patriotisme ethnique servent de lamentables excuses à l'incroyable violence qu'ils ont décidé d'exercer contre les populations non serbes pour satisfaire leurs ambitions.

Mais la fougue criminelle de Milosevic n'est pas due au fait qu'il serait le seul et dernier vestige du "communisme", comme le laisse entendre la presse de droite. Voilà bien longtemps que la bureaucratie de l'ancien régime s'est fragmentée pour donner naissance, dans chaque République, à toutes sortes de politiciens nationalistes et à des affairistes ne se souciant guère de la résolution démocratique radicale du droit à l'autodétermination.

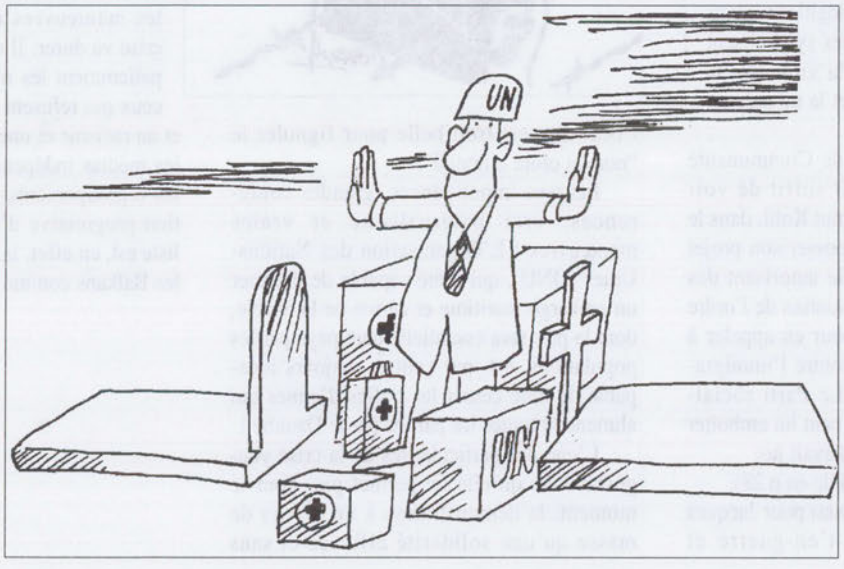
La guerre pour le pouvoir

La Croatie n'échappe pas à ce constat avec une extrême droite fasciste qui pèse sur le pouvoir, avec la tentation d'une nation croate "ethniquement pure" et l'intimidation des minorités.

La guerre est bel et bien un instrument de légitimation pour ces pouvoirs. La violence, la force, les combats sont, à leurs yeux, des actes fondateurs de la légitimité chauvine et ethnique par laquelle ils veulent faire consacrer leurs pouvoirs. Tel est le bon usage de la guerre pour un Milosevic et pour un Tudjman, ce qui explique les compromis discrets entre Zagreb et Belgrade sur le dos des populations bosniaques. Or, l'exemple venant d'en haut, les divers camps voient maintenant se multiplier en leur sein les petits potentats locaux, plus ardents encore à faire régner la "pureté ethnique" dans leurs fiefs.

L'acharnement particulier des dirigeants de Belgrade tient, en réalité, à l'une des causes mêmes du conflit : celle du dépeçage de l'ancien Etat, sur fond de pénurie et de développement inégal. Ils leur faut affaiblir la Croatie plus riche et détruire la Bosnie pluri-culturelle afin d'arracher un peu plus de butin de la vieille fédération. L'argument national grand-serbe n'est qu'une ignoble excuse pour justifier les terribles conséquences de l'ambition du pouvoir.

L'urgence internationaliste, antimilitariste et démocratique est partout. Il existe de petites forces agissant contre la guerre ; des jeunes, des femmes, des intellectuels, des journalistes qui veulent résister à cette barbarie. C'est encore insuffisant pour changer le cours des événements. Mais l'espoir serait possible si un mouvement populaire venait à imposer la fin du régime Milosevic et à ouvrir la possibilité, entre autres, d'une épuration radicale des forces armées serbes et de l'autodétermination des populations du Kosovo et de la Voïvodine. Ce serait une aide considérable apportée aux forces progressistes pour que puissent être contestées toutes les options nationalistes autoritaires qui ont pris, partout, le pas sur les aspirations à la liberté et au bonheur.



Les capitales occidentales ont toutes eu, jusqu'à présent, des approches pragmatiques de la crise yougoslave. L'invocation du droit à l'autodétermination a été utilisée au gré des besoins de Paris ou de Bonn pour la reconnaissance diplomatique des nouveaux Etats ; mais le "principe" n'est pas allé jusqu'au droit à l'existence de la Macédoine ni à celui du Kosovo !

L'aggravation sans fin du conflit leur impose maintenant une tentative de coordination et un projet sur le long terme. Il s'agit d'en finir avec la guerre, d'arrêter la menace des réfugiés et de stabiliser des Etats forts. Si les Occidentaux parviennent à imposer un accord quelconque entre Belgrade et Zagreb, toute une partie des populations passerait alors à la rubrique "pertes et profits" des négociations.

Quelle "légitimité" occidentale ?

Il ne pourra y avoir de solution complète et harmonieuse de ces questions nationales et démocratiques grâce à l'action des prétendues démocraties occidentales. Les solutions qu'elles pourront proposer ou imposer aboutiront toujours à *« habiller Pierre en déshabillant Paul »*.

Agir autrement impliquerait, en effet, une conception de la démocratie, du contrôle social, des droits nationaux et de l'entente internationaliste qui est évidemment aux antipodes des besoins capitalistes, dans l'ancienne Yougoslavie, mais aussi partout en Europe et dans le monde. Pourquoi les occidentaux s'aventuraient-ils à donner aux dirigeants serbes et croates des leçons qui auraient plus tard un effet boomerang ? De quelle vertu, par exemple, pouvait se prévaloir (avant sa démission) un Lord Carrington — négociateur pour la CE — quand on sait la manière avec laquelle son Etat "règle" si bien la question irlandaise ?

Les puissances occidentales n'ont ainsi, à nos yeux, aucune légitimité dans cette affaire d'autant qu'elles symbolisent la compétition acharnée, la violence, la concurrence pour le profit et la montée du racisme.

Il n'y a pas non plus de Communauté européenne généreuse. Il suffit de voir l'opportunité saisit par Helmut Kohl, dans le conflit yougoslave, pour pousser son projet de réforme constitutionnelle autorisant des opérations extérieures de maintien de l'ordre pour l'armée fédérale et pour en appeler à une politique plus ferme contre l'immigration et le droit d'asile ! Le Parti social-démocrate allemand (SPD) peut lui emboîter le pas pour accepter ce qu'il avait jus qu'alors dénoncé (voir l'article en p.28).

Quelle belle occasion aussi pour Jacques Delors de jouer les va-t'en-guerre et défendre implicitement son projet d'intégration militaire rapide de la Communauté ! La guerre embarrasse tout ce ce beau monde, mais elle le sert aussi.

Le "droit d'ingérence humanitaire" est une nouvelle formule démagogique pour habiller de générosité apparente des calculs stratégiques. Le ministre français des Affaires étrangères a déclaré au journal *Le Monde* du 27 août que la crise yougoslave est, pour l'Europe, un *« banc d'essai »*. L'expression est judicieuse. Car, comme dans la guerre du Golfe, les diverses propositions de la CE n'ont qu'un lien partiel avec le conflit ; elles ont aussi pour raison d'être l'avenir de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou celui d'une politique militaire communautaire spécifique.

Le sort des peuples n'importe pas plus que celui des populations de l'Irak, mais

l'occasion est trop belle pour fignoler le "nouvel ordre mondial".

Fausses impuissances, grandes conférences, vrai paternalisme et vraies manœuvres ! L'Organisation des Nations-Unies (ONU), qui a été capable de décréter un embargo maritime et aérien de la Serbie, dont le prix sera essentiellement payé par les populations, est, par contre, toujours incapable de faire cesser les trafics d'armes qui alimentent toutes les parties par le Danube !

L'une des particularités de la crise yougoslave est qu'elle ne permet pas, pour le moment, la démonstration à un niveau de masse qu'une solidarité efficace et sans concessions, indépendamment des actions officielles, est possible. Il n'a pas encore été possible de faire la jonction entre des forces progressistes et populaires dans l'ancienne Yougoslavie et le mouvement ouvrier européen. Le mouvement pacifiste d'Europe de l'Ouest est pratiquement sans voix. L'espace est ainsi très largement laissé aux appareils d'Etat et aux démagogues.

Une solidarité sans concessions

Cette situation s'explique par un double constat : celui de la trop grande faiblesse des secteurs pacifistes ou internationalistes dans l'ancienne Yougoslavie et celui de la paralysie ou de la confusion chauvine du mouvement ouvrier ouest-européen sur tout ce qui concerne le futur de l'Europe. D'un côté on n'a pu, de l'autre, on n'a pas voulu identifier un interlocuteur qui permettrait de dépasser la soumission actuelle aux initiatives des pouvoirs en place. Il aurait surtout fallu pour cela que le mouvement ouvrier ouest-européen présente une alternative sociale radicale au projet mercantile et libéral de Maastricht, afin de proposer une autre Europe aux peuples des Balkans. Nous en sommes bien loin.

Ce grand silence et cette absence de la moindre délimitation indépendante de la gauche européenne confirment l'affaiblissement des références de classe, même les plus élémentaires. C'est sans doute-là un fait sans précédent, depuis 40 ans, dans un conflit de cette importance.

Trop isolée sur sa position internationaliste et antimilitariste, l'extrême gauche européenne est aussi trop faible pour avoir pu, jusqu'à présent, prendre des initiatives qui pèsent.

L'objectif doit être celui d'une solidarité active envers toute forme de résistance au nationalisme ethnique, au racisme et au bellicisme. Il ne faut, en aucune manière, céder au réalisme et se compromettre avec les manœuvres institutionnelles. Cette crise va durer. Il est possible de construire patiemment les réseaux de soutien envers ceux qui refusent de céder au chauvinisme et au racisme et une solidarité militante avec les médias indépendants et antiguerre, avec les regroupements pacifistes. La réaffirmation progressive d'une option internationaliste est, en effet, la seule voie possible, dans les Balkans comme dans toute l'Europe. ★

2 septembre 1992

La Conférence de Londres

Dimanche 30 août 1992, sur un marché de Sarajevo, un tir d'obus des milices serbes a provoqué un nouveau carnage parmi la population affamée qui attendait une hypothétique distribution de pain.
Ce nouveau crime contre une population désarmée — en principe, protégée par des centaines de casques bleus — montre l'attitude des forces serbes face aux accords conclus à la Conférence de Londres.

Slavko MIHALJCEK

LES PUISSANCES occidentales, en premier lieu les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, ont assigné à ce gigantesque show un rôle d'"humanisation" du conflit et l'ont présenté comme le début de la désescalade militaire dans l'ancienne Yougoslavie.

Ce déploiement diplomatique a surpassé toutes les conférences mondiales réalisées depuis 1945 sur des conflits régionaux.

Présidée par le Premier ministre britannique et le secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), la Conférence a réuni une liste imposante de participants. Outre les douze ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne (CE), il y avait les ministres des Etats-Unis, de la Chine, de la Communauté des Etats indépendants (CEI), du Canada et du Japon. Les pays limitrophes étaient également invités : Autriche, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Albanie, Italie et Turquie. La CE fut représentée par Jacques Delors et on vit même le ministre du Sénégal siéger au nom de l'Organisation des pays islamiques. Toutes les républiques yougoslaves (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine) étaient représentées par leurs présidents.

La nouvelle "Fédération yougoslave" (formée de la Serbie et du Monténégro) occupait deux sièges, et on accueillait, dans une salle annexe, deux représentants de la minorité serbe, un délégué des Musulmans de Serbie et le dirigeant des Albanais du Kosovo.

Malgré cet immense ballet diplomatique, les résultats concrets de la Conférence de Londres sont bien maigres.

Dans la plupart des interventions — mais pas dans la déclaration finale — la Serbie fut désignée comme l'agresseur en Bosnie, mais la Conférence n'a décrété aucune nouvelle sanction. Le renforcement des casques bleus a été décidé — le contingent de l'ONU pourrait atteindre 6 000 hommes —, leur mission n'a pas été modifiée. Ce contingent sera affecté à des tâches de protection des convois humanitaire *« au coup par coup »*, et il n'y aura pas d'ouverture de couloirs humanitaires permanents en Bosnie. Concrètement, cela veut dire que les convois humanitaires — comme par le passé — ne pourront se mettre en route qu'en s'appuyant sur les engagements des principales parties en conflit et qu'ils pourront être détournés de leur destination, à tout moment et, par n'importe quelle petite milice locale.

La nouvelle "carte"

Au-delà des gesticulations médiatiques de Panic, homme d'affaires américain et Premier ministre de la "Fédération yougoslave", ou des promesses du chef des Serbes de Bosnie de fermer les "camps de rétention", aucun engagement n'a été pris par la Serbie d'arrêter la guerre contre ses voisins Croates, Bosniaques ou Albanais.

Les émissions de télévision et de radio serbes montrent que le régime est largement satisfait des résultats obtenus à Londres. Les fascistes mis à part, toutes les autres composantes du régime de Milosevic estiment que la "Conférence pour la paix" est positive en ce qu'elle a officialisé, et tacitement accepté, toutes les conquêtes territoriales de la Serbie. Même si les Serbes perdront certainement quelques villes de Bosnie, leurs dirigeants estiment que la conquête de plus du tiers de la Croatie et de la moitié de la Bosnie représente, de fait, la création de la Grande-Serbie. Les médias de Belgrade notent, avec satisfaction, que l'attitude conciliante des dirigeants occidentaux équivaut à une acceptation de fait de la nouvelle carte politique issue de la guerre. De rares commentateurs politiques s'inquiètent de l'"effet négatif" provoqué par la découverte des "camps de concentation" des Musulmans et préconisent leur fermeture *« afin d'améliorer l'image internationale de la Serbie »*.

L'arrestation du chef d'une milice royaliste (opposant déclaré à Milosevic), dont les troupes ont commis des massacres en Bosnie, est envisagée. Cependant, il faut noter que Seselj, le chef du fascisant Parti radical est toujours considéré, par Milosevic, comme son meilleur allié.

Les dirigeants croates affichent également un bel optimisme. L'ensemble de la presse pro-gouvernementale considère que les travaux de la Conférence *« renforcent la place internationale de la Croatie et de son président Tudjman »*. En effet, le régime de Tudjman pense pouvoir compenser ses pertes territoriales (Slavonie et Krajina) par l'annexion de l'Herzégovine de l'Ouest avec la bénédiction des pays occidentaux.

La déception des Bosniaques

En Bosnie, les habitants des grands centres urbains (où se trouvait la moitié de la population avant la guerre), le plus souvent assiégés par l'armée et les milices serbes, semblent massivement mécontents des résultats de la Conférence de Londres. Importants centres d'activité pacifiste avant la guerre, très métissées nationalement, les villes bosniaques, en premier lieu Sarajevo, refusent toujours — malgré les bombardements, la faim et la mort omniprésentes — le partage de la Bosnie sur une base ethnique. La découverte des "camps" et des expulsions massives des Musulmans semblent les décider à une résistance armée.

Les journaux croates annoncent l'arrivée, à Sarajevo, d'armes légères, retenues par les Croates depuis un mois. Cet armement favoriserait la création des formations d'autodéfense dans lesquelles s'engagent les citoyens de toutes les nationalités dont un grand nombre de Serbes. D'après *Radio Sarajevo*, l'étau militaire serbe autour de la ville est sur le point d'être percé à plusieurs endroits. La ville de Goradze vient d'être libérée, alors qu'une résistance énergique commencerait à apparaître dans d'autres villes bosniaques. Si tel était le cas, on assisterait à un tournant dans la guerre avec l'entrée des masses urbaines dans la résistance, dominées numériquement par les Musulmans, mais très métissées. ★

3 septembre 1992

La spirale de la guerre

Après sa première réunion de Londres (voir l'article en p. 5), la conférence sur l'ancienne Yougoslavie, à Genève, doit discuter du rétablissement du pont aérien. Pourtant, les limites des engagements et des accords arrachés dans ce cadre ont été, encore une fois, illustrées par la destruction d'un avion humanitaire italien, le jeudi 3 septembre 1992. Le missile qui l'a abattu aurait pu être, selon la presse, soit lancé par les Croates, soit par les troupes serbes. Des troupes bosniaques auraient attaqué un autre convoi.
Nous avons interviewé Catherine Samary, spécialiste de la Yougoslavie et collaboratrice d'*Inprecor*, sur les dessous de ce conflit ainsi que sur la portée des interventions et des médiations internationales et notamment européennes.

INPRECOR : Que penses-tu des résultats de la Conférence de Londres ?

Catherine SAMARY : L'arrêt des bombardements, le contrôle de l'armement lourd, le reconnaissance réciproque des républiques, la fermeture des camps : autant de promesses positives. Mais, seront-elles appliquées ? En ce qui me concerne, je suis sceptique. D'autre part, ces promesses tenues ne règleraient pas les questions essentielles. Le risque existe d'une "paix" entérinant ce qui a été imposé par la force dans une logique réactionnaire de terreur. Ce serait inacceptable.

♦ Qui porte la responsabilité de cette logique réactionnaire ?

La responsabilité centrale est celle du gouvernement serbe et de ses alliés. Mais il y a aussi une responsabilité de la Croatie : Serbes et Croates s'entendent sur le terrain pour partager la Bosnie-Herzégovine, sur le dos des Musulmans.

♦ Les frontières de la Bosnie-Herzégovine ne sont-elles pas reconnues ?

La question des frontières est subordonnée à celle des droits à l'intérieur des pays concernés. Dans la situation actuelle, rien ne peut empêcher les Albanais du Kosovo ou les Hongrois de Voïvodine de se révolter.

La reconnaissance des frontières n'ouvre une solution que si elle est liée à un changement substantiel sur le plan des droits nationaux reconnus à l'intérieur des Etats.

Or, la constitution d'une Serbie souveraine recouvre, depuis des mois, une réalité d'apartheid au Kosovo et en Voïvodine, où 400 000 réfugiés serbes, encouragés par le nationalisme grand-serbe, viennent occuper les logements d'autres nationalités.

En Croatie, il y a un écart entre les lois de défense des minorités, et le fait que les Serbes sont de plus en plus considérés comme des citoyens de seconde zone.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur la politique de la Croatie. Il y a une différence entre les lois adoptées pour parvenir à l'indépendance et la pratique de la citoyenneté. Des Croates qui vivent en Australie reçoivent la citoyenneté, alors que des Serbes qui vivent là depuis des siècles en sont privés.

Pour que les frontières de la Bosnie-Herzégovine soient respectées, il faudrait que soient battues les logiques grand-serbe et grand-croate. Mais aussi que les populations croates, serbes et musulmanes se sentent en sécurité. La Bosnie-Herzégovine a une tradition de cohabitation. Il faut réaffirmer ce qui figure dans la Constitution de cette république, à savoir qu'elle rassemble trois peuples dont la cohabitation est rendue possible par le fait que les habitants ont, à la fois, des droits communs en tant que citoyens et des droits nationaux en tant que peuples. Mais ceci implique nécessairement des liens avec les autres républiques, notamment la Serbie et la Croatie et des droits réciproques pour tous les peuples dispersés sur plusieurs Etats. La même question se pose en Macédoine, où la population aussi est traditionnellement mélangée.

♦ Cette perspective va à l'encontre de celle de la cantonisation (1).

Le problème est l'interprétation que les nationalistes serbes et croates donnent de la cantonisation. Pour eux, ce n'est pas une décentralisation territoriale, c'est un découpage ethnique. Or, la Bosnie, pour des raisons historiques, ne présente guère de cantons "ethniquement purs". Dès lors, la cantonisation ainsi comprise implique une politique terroriste pour chasser les "autres".

Elle implique aussi un découpage territorial qui défavorise les Musulmans. Ceux-ci sont reconnus comme une ethnie depuis la fin des années 60. Comme ils descendent des privilégiés de l'Empire ottoman, ils sont concentrés dans les villes. Il y a aussi des Serbes et des Croates dans les villes, mais il n'y a guère de Musulmans dans les campagnes. De sorte que c'est dans les villes qu'existent des fronts multi-ethniques et une défense territoriale multi-ethnique. La facilité d'occupation territoriale par les Serbes et les Craotes reflète leurs points d'appui sociaux dans les campagnes. Voilà pourquoi les Serbes, qui représentent un tiers de la population, occupent les deux tiers du territoire bosniaque, et que les Croates, qui représentent un sixième de la population, en occupent un tiers. Serbes et Croates mènent la même politique appuyée sur les villages. Il ne reste rien pour les Musulmans. Voilà pourquoi Sarajevo constitue un enjeu majeur et pourquoi les forces croates ne volent pas au secours de la ville.

La seule solution pour la Bosnie-Herzégovine est une décentralisation administrative très poussée, avec des formes de protection des minorités, définies non seulement à partir de considérations ethniques.

♦ Quelles sont les forces en présence en Bosnie-Herzégovine ? Que faut-il penser du gouvernement bosniaque (2) ?

1) Voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992.
2) Voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.

Il ne faut pas seulement voir les forces en guerre et celles qui y sont favorables. Les médias n'attachent pas assez d'importance aux forces populaires multi-ethniques. Elles sont pourtant puissantes. Durant l'été 1991, elles avaient organisé une "insurrection pour la paix". Aujourd'hui, elles sont minorisées par la guerre, mais restent actives et structurées, même si elles n'ont pas de véritables représentants. Ce n'est pas par hasard que les médias se sont tous tus sur ce front multi-ethnique. Beaucoup d'anciens communistes y étaient actifs.

Lors des élections en Bosnie-Herzégovine, l'opposition non nationaliste a obtenu 25 % des suffrages. Le nationalisme l'a donc emporté. La présidence, dirigée par Alitja Izetbegovic, compte certes deux Serbes, deux Croates, deux Musulmans et un Yougoslave. Mais elle est formée de partis ethniques et non pas politiques — la logique ethnique prédomine.

Chez les Serbes, il y a plusieurs partis et composantes. Celle qui l'emporte est regroupée autour de Karadzic, un ultra-nationaliste, fou, éduqué dans la tradition grand-serbe. Karadzic se réclame des tchetniks anticommunistes. Il y a aussi des Serbes dans d'autres formations politiques, mais très minoritaires.

Karadzic s'impose sur le terrain, par la terreur. Les Serbes de Bosnie qui sont pour la Bosnie-Herzégovine, sont sous pression. L'alliance du président serbe Milosevic avec Karadzic est évidente. La guerre en Bosnie n'est pas une affaire intérieure à cette république, la milice serbe dispose de l'équipement que l'armée "fédérale" a laissé en se retirant, l'arrière serbe apporte le soutien logistique. Mais cette alliance est aussi conflictuelle. Sous la pression internationale, l'apprenti-sorcier Milosevic, pour obtenir la reconnaissance de sa mini-Yougoslavie, pourrait mettre un bémol à son soutien.

Les Croates de Bosnie-Herzégovine sont surtout représentés par la Communauté démocrate croate (HDZ) de Franjo Tudjman. A l'origine, en Bosnie, le HDZ était dominé par des modérés, favorables au maintien de la Bosnie-Herzégovine. Mais il a déjà été épurée dans la partie du territoire contrôlée par les Croates, et l'extrême droite militariste impose de fait un Etat dans l'Etat bosniaque. Les groupes para-militaires se sont rendus coupables de massacre de Musulmans et, en dépit des accords officiels, ils ne soutiennent pas la défense territoriale bosniaque.

Le camp musulman est hétérogène. Izetbegovic a été condamné dans les années 70 pour avoir écrit une publication taxée de "fondamentalisme" dans laquelle il se prononçait pour un Etat islamique. Il représente un courant nationaliste religieux, mais c'est un pragmatique, prisonnier des rapports de force.

Il a fait l'erreur d'osciller dans ses alliances et ses politiques. Il a rejeté la cantonisation après l'avoir acceptée. Il se prononce pour une Bosnie Herzégovine multi-ethnique, mais les nationalistes serbes disent qu'il n'y a pas assez de garanties contre un Etat islamiste.

Pour le moment, les Musulmans ont les positions les plus correctes, même s'ils sont la communauté perdante. Mais, il existe aussi une extrême-droite fondamentaliste, également présente dans la défense territoriale. Elle ne peut que se développer en réaction à la politique des Serbes et des Croates.

♦ *L'Occident ne joue-t-il pas au pompier pyromane dans cette affaire (3) ?*

On peut pointer la responsabilité de l'Occident à trois étapes de la crise.

Premièrement, il a défendu jusqu'en 1991 la ligne d'une Yougoslavie recentralisée sur des bases libérales, comme le proposait Markovic. La Yougoslavie avait 20 milliards de dollars de dette au début des années 80. Dans la logique des créanciers, cela demande un Etat fort et centralisé. A cela s'ajoutait la crainte politique du "désordre" dans les Balkans.

Pourquoi l'Occident jettait-il de l'huile sur le feu ? Parce que la logique libérale marchande ne pouvait que mener à l'éclatement de la fédération, en accentuant les inégalités régionales comme en Tchécoslovaquie. Surtout en Yougoslavie, où la confédéralisation très importante ne découle pas seulement de la pression des élites au pouvoir, mais répond aux nécessités de la gestion démocratique et efficace de l'espace commun, une gestion qui doit respecter les souverainetés nationales.

Deuxièmement, l'Occident est passé de cet hyper-centralisme libéral à des reconnaissances d'indépendance en ordre dispersé.

L'Allemagne a encouragé la Croatie et la Slovénie à proclamer leur indépendance. C'était particulièrement grave dans le cas de la Croatie, ethniquement très mélangée. Il s'agissait de reconnaissances sans principes : on a plaqué l'étiquette "démocratie" sur des régimes douteux. Il n'a jamais été pris en compte le fait que la solution confédérale est nécessaire dans la région. Il fallait redéfinir le type de liens, mais dans le cadre d'un accord politique d'ensemble, en considérant comme sujets souverains toutes les républiques et toutes les provinces. Donc en donnant des droits et des garanties à chacun.

Enfin, l'Occident a commis la folie de soutenir le projet de cantonisation, dont j'ai parlé.

♦ *Ne peut-on pas dire que ce qui se passe dans l'ancienne Yougoslavie donne la mesure des conséquences possibles de la crise sociale ailleurs en Europe, y compris à l'Ouest ?*

Le fait est que les problèmes fondamentaux posés en Yougoslavie le sont partout et demeurent partout sans solution, surtout dans le cadre de l'Europe de Maastricht.

Premier problème : comment mettre en commun les possibilités économiques et sociales ? Au lieu de cela, le libéralisme creuse les écarts de toutes sortes.

Deuxième problème : Comment articuler dans une communauté large, pluri-ethnique, les droits de l'homme, les droits du citoyen et les droits collectifs des différentes entités nationales, notamment des minorités ? Au lieu de cela, le libéralisme penche de plus en plus vers des Etats forts.

Ce n'est donc pas par hasard que l'Occident joue au pompier pyromane. Son impuissance est une impuissance politique.

♦ *Mais l'alternative semble bien ténue...*

Il y a, dans les différentes républiques, des forces antiguerre. Elles s'appuyent sur des mouvements de citoyens, des organisations féministes, écologistes, antimilitaristes qui demandent une démilitarisation des Balkans.

Quelques petits partis politiques tentent de résister. A la fin des années 80, quand les

3) Voir *Inprecor* n° 354 et 356 des 6 juin et 3 juillet 1992.

mineurs du Kosovo ont été écrasés par la répression, le Croate D. Horvat a fondé l'Association pour une initiative démocratique yougoslave (UJDI). Horvat est un économiste communiste réputé. Sa protestation contre la répression grand-serbe des Albanais dans la presse serbe était courageuse (4). L'UJDI a été vite minorisée par l'éclatement de la Yougoslavie et le raz-de-marée nationaliste. Mais il subsiste des éléments.

Il y a aussi, dans d'autres républiques, des forces qui adoptent une position antiguerre, notamment, de petits partis sociaux-démocrates. C'est le cas de l'Union social-démocrate (USD) en Croatie (voir l'article ci-contre.), et des formations autonomistes en Dalmatie et en Istrie. C'est le cas de Milorad Pupovac, dirigeant du Forum serbe de Croatie. Le leader du Parti paysan croate, Cicak, a écrit des articles virulents contre la Grande-Serbie et contre la politique de Tudjman dans le journal *Danas*.

Il y a une bataille sur le front de l'information. Le journal Vreme de Belgrade est le point d'appui du mouvement antiguerre, en liaison avec des radios libres et des groupes de rock populaires dans la jeunesse étudiante serbe. Le journal *Danas* jouait un rôle analogue en Croatie, mais il a été étouffé sous des prétextes économiques.

La station de télévision *Yutel*, émettant de Sarajevo, était interdite à Zagreb et à Belgrade, mais elle était très populaire par la façon dont elle se démarquait de l'hystérie nationaliste.

Même si ce n'est pas facile, il faut aider les réfugiés ; soutenir la loi d'amnistie des déserteurs, proposée par l'opposition serbe ; prendre contact avec des journalistes indépendants pour leur donner une aide matérielle et donner la parole à la minorité étouffée des "traîtres" aux causes nationales.

Par ailleurs, il faut refuser l'intervention militaire. L'opposition à Milosevic la récuse au nom du fait qu'elle permettrait au président serbe de resserrer la population autour de lui et d'intensifier la répression.

Enfin, le problème se pose d'un soutien à la défense territoriale bosniaque. Si cette défense affirmait davantage son contenu multi-ethnique, si elle prolongeait ce contenu par un programme donnant des réponses et des garanties aux différentes nationalités, si, comme les partisans de Tito, elle présentait une alternative à la fois aux oustachis et aux tchetniks, alors on pourrait concevoir une orientation de soutien militaire à cette défense multi-ethnique. ★

Propos recueillis par Alain Tondeur
31 août 1992

4) Voir *Inprecor* n° 350 du 10 avril 1992.

Main basse sur le Parlement

Les élections en Croatie du 2 août 1992 ont été remportées par l'ancien général de Tito et actuel président croate, Franjo Tudjman, qui a obtenu plus de 56 % des suffrages. Le chef suprême a joué sur un sentiment répandu parmi la population en faveur de la continuité, parvenant à marginaliser l'opposition par une habile manœuvre : son parti, l'Union démocratique croate (HDZ), qui détenait 60 % des sièges dans l'ancien Parlement avait préalablement voté une loi lui permettant, cette fois, d'avoir 70 % des sièges avec 40 % des voix (voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992).

Christian POMITZER

AU PARLEMENT, 60 sièges ont été pourvus à la proportionnelle — les listes devaient dépasser la barre de 3 %. Quatre sièges étaient réservés aux minorités nationales — Italiens, Allemands, Autrichiens, Tchèques, Slovaques et Ukrainiens — ce qui donnait un vernis démocratique à ce scrutin.

En plus, 60 autres sièges étaient attribués suivant le système britannique de scrutin majoritaire à un tour — le candidat obtenant la majorité relative est élu et les voix des autres sont perdues. Enfin, 13 sièges devaient être occupés par la minorité serbe, ce qui n'est apparu clairement que plusieurs jours après le vote.

Tudjman avait répété à plusieurs reprises qu'il n'y aurait d'élections qu'une fois la guerre finie. Or, dans les faits, la guerre n'est pas finie et un tiers du territoire croate reste occupé. Néanmoins, l'arrivée des forces de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) (1) a quelque peu calmé le jeu et Tudjman a habilement calculé que le moment était approprié.

La guerre, que la Croatie a pratiquement gagnée, est omniprésente : les gens sont encore plutôt en armes que dans la rue. Le cours favorable de la guerre et l'indépendance sont des souvenirs encore frais dans les mémoires. Mais qu'arrivera-t-il à l'automne ? Il y aura peut-être des problèmes du fait des syndicats, car l'endettement de l'Etat s'est aggravé et le niveau de vie est en chute libre. Les faillites se multiplient, mais, pour l'instant, l'opposition est encore faible. Voilà pourquoi, Tudjman a pensé qu'il valait mieux bâcler les élections en quelques semaines.

La première réaction de l'opposition parlementaire a été d'appeler au boycott du scrutin, parce que la guerre n'était pas finie et en raison de la loi électorale. Toutefois, Savka Dapcevic-Kucar, l'éminence grise du Printemps croate de 1971, a décidé de participer, suivi par son Parti populaire croate (libéral-nationaliste) ; après quoi, tout le reste de l'opposition s'est ralliée au processus.

Des négociations ont eu lieu pour désigner des candidats uniques pour les sièges de scrutin majoritaire à un tour. Le candidat de l'opposition pour la présidence, Drazen Budisa, et son Parti social-libéral croate, ont obtenu le score honorable de 20 %, avec l'aide de l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand, Hans Dietrich Genscher, qui a été le premier à reconnaître l'indépendance de la Croatie.

Le vote des Croates

Les Croates de l'intérieur ont voté plus modérément que leur frères et sœurs émigrés (qui avaient aussi le droit de vote). C'est parmi ces derniers que Tudjman et son rival fasciste Dobroslav Paraga ont fait leurs meilleurs scores. Paraga et son Parti de la loi donnent, à première vue, l'impression d'une meute de skinheads, assoiffés de sang, dans laquelle serait tombé accidentellement un étudiant en théologie bien nourri et bien élevé. Mais cette impression s'estompe dès que Paraga ouvre la bouche pour prononcer

1) Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé l'envoi d'une force d'interposition, les Forces de protection des Nations-Unies (FORPRONU), dans les zones de combat en Croatie, puis en Bosnie-Herzégovine.

un slogan du genre : « *Pour une Croatie qui aille jusqu'à la Drina !* » (2), « *FORPRONU [les forces de l'ONU, ndlr] go home !* », ou « *Nous repousserons les Serbes jusqu'à Zemun !* » (3). Chacun de ses commentaires est un événement médiatique et fait sensation. Mais les gens sont fatigués de la guerre, les tueurs de Paraga ne font plus recette en Croatie même et ils ont dû se replier en Bosnie-Herzégovine.

En fait, le seul résultat positif de ces élections a été la piètre prestation du parti de Paraga, qui a obtenu 5 à 6 % des voix ce qui est bien en deçà des prévisions. Dans beaucoup d'endroits, il y a eu des irrégularités dans le scrutin. Le porte-parole de l'Union social-démocrate (USD), Branko Horvat, a personnellement essayé de voter deux fois... et y est parvenu ! Nombreux étaient les bureaux de vote où il n'y avait pas d'isoloir. Mais tout ceci n'a pas été décisif dans l'issue du scrutin.

Le HDZ a fêté sa victoire sobrement : il n'y a pas eu de gens soûls dans son quartier général de campagne, mais seulement de jeunes hommes stricts et cravattés. Sur les murs, des ordinateurs donnaient les derniers résultats. Sur chacun d'entre eux, on pouvait voir les fruits des efforts de l'Union démocrate chrétienne (CDU) allemande pour "européaniser" le parti de Tudjman. Les grands chefs, Tudjman et Stipe Mesic, étaient déjà partis depuis longtemps mais le redouté ministre de l'Intérieur, Manolic, qui a gagné ses galons sous l'ancien régime, fêtait la victoire, donnant de grandes claques dans le dos à des vétérans de son parti — qui a trois ans ! En fait de vétérans, il s'agit de gens qu'il connaît depuis l'époque de la Ligue des communistes.

Du pain sur la planche

Le HDZ aura du mal à traverser les quatre prochaines années. L'opposition marginalisée ne représente pour l'heure aucun danger, néanmoins, les conflits au sein même du HDZ, qui ont été mis en lumière durant l'été dernier, pourraient bien éclater de nouveau. De plus, il y a la question des privatisations.

Bien sûr, le gouvernement voudrait être "prêt pour l'Europe" et introduire l'économie de marché, mais maintenant que les cadres du parti ont fait main basse sur les anciennes entreprises autogérées, peut-on décemment espérer qu'il s'en séparent ? Et, est-ce qu'une telle libéralisation s'appliquera à la presse aussi ? Cette dernière n'est-elle pas déjà trop débridée ? Mais le président ne s'embarrasse pas de tels détails. Il préfère prêter serment devant une audience triée sur le volet, sur le parvis de l'église Saint-Marc, dans les beaux quartiers. A cette occasion, il a commis l'un de ses fameux lapsus, en remerciant « *les Croates et les autres citoyens* », plutôt que « *le peuple de Croatie* » comme il était écrit dans son texte.

Pardon, où se trouve le bourbier ?

Les "autres citoyens"

Parmi les "autres citoyens", il y a les Serbes qui sont restés en Croatie, environ 8 % de la population. Tudjman leur a donné un parti, mais ils n'ont pas voté pour celui-ci. Le prétendu Parti populaire serbe (PPS), connu pour être composé surtout de policiers clandestins, a obtenu un peu plus de 1% des voix, ne dépassant pas la barre des 3%. Cela a mis la commission centrale électorale dans une position embarrassante. Comment pourvoir les 13 sièges réservés aux Serbes ? La réponse a été d'y placer les Serbes des listes des partis qui ont eu des élus aux Parlement.

Avec un peu plus de 5 %, les anciens communistes ont remporté six sièges, mais comme ils comptaient le plus de Serbes sur leur liste, ils ont pris huit des 13 sièges "serbes", et donc, sans aucun effort, ils sont devenus le troisième plus gros parti du Parlement croate. Le PPS a menacé de s'autodissoudre, enlevant ainsi à Tudjman sa feuille de vigne vis-à-vis de l'Occident. Alors, quatre jours après le scrutin, il a été décidé que la barre des 3% ne s'appliquait pas à ce parti étant donné qu'il représentait une minorité. Le PPS a alors reçu trois sièges en cadeau.

Si l'opposition est divisée, il en est de même pour la gauche, avec pas moins de quatre partis sociaux-démocrates en lice pour ces élections. Un seul d'entre eux, celui des anciens communistes, maintenant transformé en le nouveau et modéré Parti social-démocrate de Croatie-Parti du changement démocratique, est entré au Parlement. Aucun des trois autres n'a approché 3 %. Le pire score a été réalisé par le droitier Antun Vujic et son Parti social-démocrate de Croatie. Ses 0,7 % mettront sans doute un terme à ses demandes d'aide aux partis sociaux-démocrates allemand et autrichien, qui ont été jusqu'à présent relativement couronnées de succès.

La construction de partis sociaux-démocrates à l'occidentale semble avoir aussi peu d'avenir en Croatie que partout ailleurs dans les anciens pays du socialisme réel.

Un peu plus à gauche on trouve le Parti socialiste de Croatie (PSC) et l'Union social-démocrate (USD). Ayant réalisé chacune un score d'un peu plus de 1 %, ces deux formations devraient prochainement fusionner. Pour l'élection présidentielle, l'USD n'a pas présenté de candidat et a appelé a voter pour la socialiste Silvije Degen, qui a obtenu un score non négligeable de 4 %.

L'USD de Branko Horvat est le seul parti non nationaliste de Croatie, toutefois le charisme de cet académicien ne semble pas, pour l'instant, avoir beaucoup d'influence en dehors des amphithéâtres. ★

Vienne, août 1992

2) Fleuve longeant la frontière entre les républiques de Serbie et de Croatie de l'ancienne Yougoslavie.

3) Dans les faubourgs de Belgrade.

Plan de misère

Dans l'allocution faite par Eltsine le 19 août 1992, date anniversaire du coup d'Etat manqué (voir *Inprecor* numéro spécial du 29 août 1991), le ton triomphant de l'an dernier avait disparu. En dépit d'une couverture médiatique massive et des invocations d'Eltsine « *à la Russie qui a non seulement un passé prestigieux mais aussi un grand futur* » (1), la morosité prévalait dans la plupart des commentaires. Un an après l'ascension des "eltsiniens" au pouvoir quasi-absolu, l'optimisme n'est plus de mise. La thérapie de choc économique, conçue par le Fond monétaire international (FMI) et appliquée par le Premier ministre, Jegor Gaydar, est dans l'impasse, tandis qu'une lutte acharnée pour le pouvoir déchire le camp pro-capitaliste (voir *Inprecor* n° 345, 348 et 349 des 31 janvier, 13 mars et 3 juillet 1992). Ce conflit est centré sur l'entrelacs des questions concernant les réformes économiques et des buts de la politique extérieure de la "nouvelle Russie", plus particulièrement en direction des Etats voisins de la Communauté des Etats indépendants (CEI).

Poul FUNDER LARSEN

LA SEULE "promesse" économique substantielle de Eltsine , à la fin d'août — à part des coupons de privatisation de 10 000 roubles chacun (environ 50 dollars) — a été que « *la fin de cette année serait la période la plus difficile* » connue jusqu'à présent (2). En fait, les huit premiers mois du traitement de choc de Gaydar ont placé une économie déjà en crise dans un état de dépression sans précédent.

D'après les chiffres du comité d'Etat pour les Statistiques, la production a chuté de 18 % durant le premier semestre 1992, mais plusieurs experts indépendants donnent des estimations supérieures. Il y a une baisse de la production de près de 50 %, depuis 1989. Cette chute n'est pas prête de s'arrêter car les investissements ont diminué de 46 % durant les six premiers mois de 1992. L'inflation est estimée entre 1 600 et 3 000 % d'ici à la fin de l'année, tandis que le rouble continue de s'effondrer vis-à-vis du dollar. Au début de l'année, le gouvernement rêvait d'un changement rapide vers la convertibilité à un taux de 80 roubles pour un dollar — début septembre, le taux de change était de 210 roubles et promettait de se dégrader encore plus. Le déficit budgétaire est en passe d'atteindre 20 %, comme en 1991.

La politique du gouvernement, inspirée par le FMI, a échoué sur toute la ligne — les objectifs de prétendue stabilisation financière n'ont pas été atteints, alors que la crise structurelle de l'économie s'est aggravée. La libération des prix et la diminution de la masse monétaire, dans le cadre d'une économie fortement monopolisée, ont accéléré la chute de la production. Les conséquences à court terme du désarroi économique peuvent être désastreuses pour l'agriculture — les prix y augmentent plus lentement que dans l'industrie et les producteurs ont donc des réticences à vendre. Avec une récolte en deçà des prévisions, une pénurie de machines et une infrastructure défaillante, on pourrait assister à une grave crise alimentaire, l'hiver prochain.

Mais, bien avant l'hiver, les Russes ont déjà payé au prix fort la "phase initiale de la réforme". Les revenus réels ont été drastiquement réduits : les prix des biens de consommation ont augmenté de 1 170 % en 1991 et les revenus de seulement 590 %. L'inflation galopante a englouti les économies de la plupart des petits épargnants. La consommation a donc globalement diminué d'un quart pendant les six premiers mois de 1992 — les gens achetant 25 % de lait et 50 % de vêtements et chaussures en moins. Environ la moitié de la population vit actuellement en dessous du seuil officiel de pauvreté.

La malnutrition progresse rapidement — dans un sondage récent réalisé auprès de jeunes de Saint-Pétersbourg, 40 % des personnes interrogées ont affirmé « *avoir constamment faim* » tandis que 40 % déclaraient être souvent affamés (4). La chute des revenus réels a touché toutes les couches de la société, mais, dans le même temps, les différences de salaires se sont accrues : les employés de l'éducation, de la santé et de l'administration ainsi que les retraités et les étudiants sont en queue de grille des salaires alors que certaines catégories d'ouvriers (notamment les mineurs) s'en sortent relativement bien (5).

Pourtant, même si les salaires nominaux ont augmenté, beaucoup de travailleurs ont du mal à toucher leur salaire à cause du manque de monnaie, dû au contrôle monétaire rigide : « *La pénurie de monnaie s'aggrave de façon vertigineuse — il n'y a pas de quoi payer les gens. La situation est particulièrement catastrophique dans les secteurs minier de Kemerovo et pétrolier de Tyumen. Le Premier Mai, les salaires et retraites impayés se seraient élevés à 70 milliards de roubles ; au 1er juillet, selon les estimations, l'Etat devait 100 milliards de roubles au gens* » (6).

Les coupes claires dans les dépenses de l'Etat ont eu de graves répercussions dans l'éducation et la santé. L'augmentation de la mortalité infantile (de plus de 9 % de janvier 1991 à janvier 1992), le déclin du taux de naissance et la résurgence d'épidémies inconnues en Russie depuis des décennies (comme la typhoïde) sont des indicateurs de la détérioration des conditions de vie et de la paupérisation.

La banqueroute industrielle

Pendant les neuf premiers mois de thérapie de choc, l'endettement interentreprises est passé de moins de 100 milliards de roubles au début de janvier à 600 milliards au 1er avril, puis à la somme astronomique de 3 000 milliards (près de 40 % du produit national brut). La plupart des entreprises ont une dette considérable à payer, dont une bonne partie est inassumable. Les *Izvestia* ont récemment rapporté que dans la région d'Ekaterinbourg, neuf entreprises sur dix sont gravement endettées. Beaucoup d'usines ont dû réduire leur production à cause des problèmes de financement et de l'absence de commandes — mettant leur personnel en vacances forcées. Les *Izvestia* citent l'exemple de l'usine Kalinine d'Ekaterinbourg, qui a été contrainte de passer à une semaine de trois jours, payant mainte-

1) *Izvestia*, 20 août 1992.
2) *Izvesti* , 24 août 1992.
3) *Izvestia*, 20 juillet 1992. Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.
4) *Izvesti* , 7 juillet 1992.
5) Il y a des estimations divergentes sur la baisse du revenu réel. Le 8 août 1992, *The Economist* affirmait : « *Les salaires réels à ce stade de l'année représentent seulement 40 % de leur moyenne de 1991.* »
6) *Pravda*, 9 juin 1992.

nant ses 40 000 ouvriers en moyenne 2 000 roubles par mois — ce qui est en dessous du seuil de pauvreté (7). Un grand nombre d'usines sont *de facto* en faillite — d'après la Fédération des syndicats de Moscou, 90 % des entreprises militaro-industrielles (8).

Une des raisons qui explique la relative paix sociale, malgré la chute du niveau de vie des gens, est le faible taux de chômage. Seulement quelques centaines de milliers de personnes sont officiellement répertoriées comme chômeuses (moins de 1 % de la population active), bien que beaucoup de travailleurs soient contraints de réduire leur temps de travail. A cause de la bataille acharnée, dans les cercles dirigeants, sur la question des fermetures d'entreprises, des licenciements en masse ont été évités. La prévision de 10 millions de chômeurs, à la fin de 1992, n'est pas confirmée.

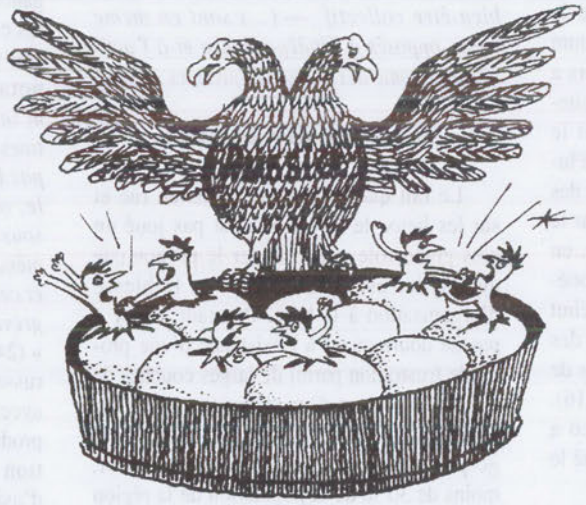
Avec le décret d'Eltsine sur les faillites et l'annonce d'un programme radical de privatisation, les questions des fermetures d'entreprises et des droits de propriété seront sur le devant de la scène cet automne (9). Le gouvernement a dernièrement essayé de présenter la remise de coupons de privatisation à chaque citoyen comme un *deus ex machina*, permettant à la fois d'assurer un processus de privatisation en douceur et une répartition équitable de la propriété d'Etat parmi la population. En principe, ce système pourrait offrir aux collectifs de travailleurs (et à la direction) la possibilité formelle d'obtenir un partage du contrôle au sein de l'entreprise — bien que ce soit pratiquement impossible, le gouvernement faisant tout pour l'empêcher. Comme le remarque l'économiste marxiste Boris Kagarlitsky : « *Comment peut-on discuter de privatisation démocratique, avec participation des collectifs des travailleurs, si on ne pose pas la question de savoir où ces collectifs vont trouver les moyens de moderniser la production, comment ils recevront des crédits, comment des livraisons stables seront assurées et ce qu'il adviendra de ceux qui ne travaillent pas dans une usine. La principale raison qui va attirer les travailleurs dans ce genre de processus est que cela instaure, entre autres, une responsabilité collective. Ainsi, plus tard, lorsque l'usine fermera ou sera vendue bon marché à un entrepreneur privé, la faute incombera aux travailleurs, qui auront prétendument mal géré leur propriété* » (10).

La véritable cause des batailles de factions autour du gouvernement russe, est la question du développement industriel et de la place de la Russie dans la division internationale du travail. Les mesures du gouvernement Gaydar ont particulièrement bénéficié aux spéculateurs, souvent liés à la mafia de l'ancien appareil, mais, en général, pas aux entreprises d'Etat.

Tout au long du processus de conception et de mise en œuvre du "programme de stabilisation" le gouvernement s'est conformé avec zèle à toutes les exigences du FMI — la Russie apparaît comme l'élève modèle du FMI parmi les Etats de la CEI. Mais, même les 24 milliards de dollars d'aide promis par le Groupe des sept (dont seulement un milliard a été payé pour l'heure) sont à peine une goutte d'eau dans un océan. Selon le ministre de l'Economie, Andreï Netchaev, le service de la dette russe va s'élever à 22 milliards de dollars pour 1992 (11).

Le chantage occidental

L'Occident a exercé des pressions considérables sur la Russie pour obtenir des concessions politiques et économiques en échange de son soutien financier. Ce chantage des puissances occidentales a probablement atteint son point culminant lors du VIe Congrès des députés du peuple en avril 1992, lorsque, Nicolas Brady, secrétaire au Trésor des Etats-Unis a menacé de bloquer



toute aide économique si le gouvernement Gaydar, démissionnaire depuis peu, ne revenait pas aux commandes (12).

Pendant et après la session du Congrès, de fortes critiques contre Gaydar ont été émises depuis le Soviet suprême, de la part d'intellectuels politiquement influents comme Iavlinsky et Petrakov, et de dirigeants d'entreprises.

Cette vague de mécontentement a marqué une intensification de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la coalition "eltsinienne" : une attaque dirigée par les directeurs d'entreprises d'Etat, mais impliquant une portion significative de la vieille nomenklatura (dont son aile militaire), a mis Gaydar sur la défensive.

Fin mai, l'influente Union des entrepreneurs et industriels russe, qui regroupe des chefs d'entreprises d'Etat et dirigée par l'ancien apparatchik Arkady Volsky — a fondé un parti politique nommé Renouveau.

Le parti des affairistes

Un mois après, le nouveau parti en est venu à former un bloc politique plus large : l'Union civique. Cette alliance comprend aussi le Vice-président Alexandre Roustkoy, le Parti populaire Russie libre (revendiquant le chiffre douteux de 100 000 membres), le Parti démocratique de Russie de Nikolaï Travkins (de 50 000 membres) et le groupe parlementaire Nouvelle génération (Smena).

L'Union civique rassemble des industriels (surtout dans le complexe militaro-industriel), des officiers supérieurs de l'armée et des fonctionnaires de haut rang, qui soutiennent la présidence d'Eltsine, tout en exigeant une stratégie de réforme radicalement différente de celle de Gaydar. Ils insistent sur la nécessité d'un Etat russe fort — cela implique une approche interventionniste dans les affaires des autres Etats de la CEI — et d'une réforme économique qui mette en avant « *le salut de l'industrie nationale* », à travers un processus plus lent de libéralisation, sous l'étroit contrôle de l'Etat.

Au début de l'été, il devenait évident que la libéralisation de Gaydar avait échoué. Vladimir Chumeiko, un ancien chef d'entreprise, proche allié de Volsky, a été nommé Vice-premier ministre (sur un pied d'égalité avec Gaydar), et d'autres partisans de l'Union civique sont entrés au gouvernement. Comme l'hebdomadaire libéral *Kommersant* l'affirmait, sous le titre "Une nouvelle phase de réforme : les chefs d'entreprises prennent le pouvoir" : « *En fait de nouvelle phase, il s'agit du "glissement graduel vers le marché sur la base du renforcement des branches fondamentales de l'économie", oublié depuis longtemps et que préconisaient Nikolaï Ryjkov et Valentin Pavlov en 1990-91* » (13).

7) *Izvestia* des 19 et 20 août 1992.
8) *ITAR-TASS*, 9 juillet 1992.
9) Le programme, présenté dans les *Izvestia*, le 27 juin 1992, vise à privatiser des biens valant 72 milliards de roubles en 1992, 350 milliards en 1993 et 470 milliards en 1994.
10) *Pravda*, 7 mai 1992.
11) *Trud*, 6 août 1992.
12) Sur la question des pressions étrangères, Gaydar a affirmé à *The Economist* : « *Tout compte fait c'est utile. Cela pourrait nous nuire si c'était exagéré, si le pays en venait à penser que des étrangers veulent décider de la politique économique à notre place* ».
13) *Kommersant* , 8 juin 1992. Ryjkov et Pavlov étaient premiers ministres sous Gorbatchev.

Pendant ce temps, les industriels cherchaient de nouveaux partenaires pour renforcer leur position : le 8 juillet, l'Union des industriels et entrepreneurs russe s'est formellement alliée avec les anciens syndicats "officiels", la Fédération russe des syndicats indépendants (FNPR). Dans le cadre d'une prétendue "assemblée de partenariat social", ils publient conjointement le quotidien à grande tirage *Rabotchaya Tribuna* (14).

Un autre signe du renforcement des industriels a été la déclaration conjointe, faite en juillet, par Volsky et l'un des plus fortunés et influents entrepreneurs nouvellement enrichis, Konstantin Borovoï. Elle critiquait le programme de privatisation du gouvernement comme donnant trop de pouvoir aux instances de l'Etat (15). Même si cette alliance ne se prolongera sans doute pas, les différents intérêts défendus dans le processus de privatisation étant contradictoires, elle souligne à quel point l'alliance autour des chefs d'entreprises a pris l'initiative politique.

Le recul du gouvernement

Voilà pourquoi, le gouvernement a dû faire marche arrière sur une série de décisions politiques importantes. Le plan rapide vers la libre convertibilité du rouble a été retardé. La libération des prix de l'énergie — une mesure qui précipiterait une vague de faillites — qui figurait dans le memorandum officiel du gouvernement au FMI en mars a été ralentie. Les pierres angulaires du traitement de choc, le monétarisme rigide et le contrôle fiscal, ont été revus à la baisse. Plusieurs remises de dette importantes pour des entreprises ont été annoncées à la fois par le gouvernement et par la Banque centrale, en la personne de son nouveau (et moins monétariste) patron, Viktor Gerachenko. Début août, ce dernier a promis que la dette des entreprises vis-à-vis de l'Etat, de l'ordre de 1,5 milliard de roubles serait effacée (16). Dans plusieurs interviews, Gerachenko a dénoncé le programme du FMI et critiqué le plan de privatisation par coupons (17).

Les contradictions inhérentes au bloc eltsinien et l'offensive des industriels ont sans doute stoppé temporairement les mesures les plus dures, mais cela ne signifie pas que l'Union civique, quel que soit son discours, est anticapitaliste ou favorable aux travailleurs. Volsky a récemment présenté ses objectifs en déclarant : « *Nous ne préparons pas un renversement du gouvernement, nous voulons simplement l'aider* » (18).

En l'absence d'un "parti dominant", la présidence d'Eltsine s'appuie sur son autorité personnelle et ses relais dans l'exécutif (19). Parmi ces courroies de transmission, on compte les représentants du président dans toutes les régions du pays et le nouveau "conseil de sécurité" — déjà surnommé "le nouveau politburo".

Les pouvoirs formels d'Eltsine sont donc formidables, mais on peut se demander jusqu'à quel point ce système fonctionne — entre les conflit d'intérêts, les rivalités de cliques et la corruption. Il est évident que ni les industriels, ni les conservateurs majoritaires au Congrès du peuple et au Soviet suprême n'ont l'intention de poursuivre un cours favorable aux intérêts de la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier russe, encore embryonnaire, doit se battre pour conserver son indépendance vis-à-vis des factions de l'appareil. Le socialiste russe, Nikolaï Préobrajensky insiste sur ce point, en décrivant les tentatives des chefs d'entreprises de se lier avec le mouvement ouvrier : « *En général, ce paternalisme classique — "il n'y a pas de conflit entre les travailleurs et les patrons, ils font tous partie d'une famille unie" — est mis en avant pour revendiquer la direction du mouvement ouvrier. Nous ne devons pas oublier qu'en Russie, nous avons derrière nous trois ans d'expérience de grèves, d'appels à la grève ou de situations de pré-grève à l'initiative des directeurs, dans le Donbass, à Tyumen, dans les chemins de fer, en Estonie notamment.(...) Néanmoins, la majorité des directeurs d'usine — même ceux qui se préoccupent du bien-être collectif — (...) sont en même temps opposés à l'indépendance et à l'activité autonome des collectifs ouvriers* » (20).

La morosité passive

Le fait que les mobilisations de rue et sur les lieux de travail n'aient pas joué un plus grand rôle pour stopper le programme de Gaydar est révélateur de la faiblesse d'organisation à la base. Pourtant, il n'y a pas de doute quant à l'existence d'une profonde frustration parmi de larges couches de la population, et d'un dégoût grandissant pour la politique en général.Selon un sondage pré-électoral, réalisé courant juillet, moins de 30 % de la population de la région se préoccupe du scrutin (21).

A ce jour, le sentiment de morosité s'est rarement transformé en action. Comparé au printemps 1991 — avec sa longue grève des mineurs — il y a eu une baisse sensible du nombre de grèves au cours des six premiers mois de 1992. De janvier à avril, on a dénombré quelques 3 000 grèves en Russie, causant la perte de plus de 1 million de journées de travail.

En mai, le nombre de grèves a quelque peu augmenté, principalement du fait des travailleurs de la santé et des enseignants — plus de 300 000 personnes étaient en grève pour ce seul mois (22). Mais, en général, le mouvement ouvrier indépendant en est à faire ses premiers pas. Nikolaï Préobrajensky explique, à ce propos : « *Notre mouvement ouvrier est non seulement extrêmement faible, mais également mal organisé et sans structure solide. S'il y avait une explosion sociale, il ne pourrait agir que comme un bélier, enfonçant les portes au profit d'autres ou comme une rampe de lancement, propulsant d'autres forces à grande altitude. Les vieux syndicats ne jouissent pas d'une très grande confiance ; les nouveaux, à l'exception des syndicats des régions minières, sont très faibles. Il n'y a pas une organisation politique significative qui exprime les intérêts du mouvement ouvrier, ni des partis que les travailleurs considèrent massivement comme les leurs, et sur lesquels il pourraient compter sans craindre d'être trahis ou déçus* » (23).

Evidemment cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas un espace pour une pratique de gauche au sein de la classe ouvrière russe — les couches dominantes craignent cette possibilité plus que tout autre. Ce qu'exprime notamment Arkady Volsky : « *Ce qui m'inquiète c'est que dans les luttes intestines, autour du président, nous ne prenons pas la mesure du danger d'explosion sociale, où les gens iraient dans la rue — pas sous un quelconque drapeau mais pour eux-mêmes. Si les travailleurs des chemins de fer et ceux du secteur de l'énergie se mettent en grève, c'est suffisant pour paralyser le pays* » (24). L'aile gauche du mouvement ouvrier russe doit s'efforcer d'établir une jonction avec les luttes qui ne manqueront pas de se produire — par exemple, autour de la question des privatisations et des fermetures d'usines — de façon à leur donner une perspective radicale d'indépendance vis-à-vis de toutes les factions de l'appareil. ★

9 septembre 1992

14) En dépit des attaques féroces contre les travailleurs, la direction de la FNPR a tout fait pour prévenir une confrontation directe avec Eltsine — au point de signer un prétendu "accord général" avec le gouvernement et les employeurs (mis au point au cours d'une commission tripartite) à la fin du mois de mars 1992.

15) *Interfax*, 24 juillet 1992.

16) *Komsomolskaya Pravda*, 3 août 1992.

17) Voir, par exemple, les *Izvestia* des 24 août et 2 septembre 1992.

18) *Izvestia*, 3 août 1992.

19) Ni l'alliance large qu'est Russie démocratique, ni le Mouvement russe pour des réformes démocratiques n'ont réussi à se transformer en "parti présidentiel" fort. Récemment, Russie démocratique a subi une scission importante : certains de ses fondateurs, dont Youri Afanassiev et des dirigeants de sa branche de Saint-Pétersbourg, l'ont quittée après avoir critiquée la dégénérescence du mouvement en un interprète obéissant des cercles du pouvoir.

20) Nikolaï Préobrajensky, "La désorganisation des forces sociales et les perspectives politiques du mouvement ouvrier".Publié dans le journal *Rubikon*, au printemps 1992, à Saint-Pétersbourg.

21) *Izvestia*, 21 juillet 1992

22) *Delovoy Mir*, 6 juin 1992.

23) Nikolaï Préobrajensky, *op.cit.*

24) *Izvestia*, 3 août 1992.

Plus rien ne sera comme avant...

Le 16 janvier 1992, sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) (1) et le gouvernement salvadorien signaient des accords visant à mettre fin à douze ans de guerre (2) et prétendant, officiellement, résoudre les causes de ce conflit en neuf mois.

Le 1er août 1992, le FMLN envoyait une déclaration au groupe des pays "amis" (3) et à l'ONU pour signaler que 46 des 56 points des accords qui auraient dû être appliqués à cette date ne l'étaient toujours pas à cause des blocages des autorités, de l'armée et du patronat industriel. Un tel retard présage-t-il une possible reprise des hostilités ?

Paquita GOMEZ
Rudie HASTING

LE 1er février 1992, le cessez-le-feu entre les deux forces en présence est entré en vigueur. Les membres de l'Armée nationale pour la démocratie (END, armée du FMLN) se sont regroupés dans 12 concentrations réparties sur tout le territoire, alors que les forces armées étaient cantonnées dans leurs casernes. Pour veiller au respect des accords, une commission de l'ONU a été mise en place, ONUSAL ; elle couvre trois champs d'application : les aspects militaire (surveillance et vérification des deux parties), policier (aide à la constitution de la Police nationale civile) et des droits de l'homme (enquête sur les exactions).

Si les armes se sont bel et bien tues, l'application des accords rencontre de nombreuses difficultés. Le 13 août 1992, Marrack Goulding, secrétaire adjoint pour les affaires spéciales de l'ONU, s'est rendu à San Salvador pour tenter de lever les obstacles. Les négociations achoppent sur des questions cruciales, à l'origine du conflit armé : la démilitarisation de la société, le problème de la terre et la répartition des richesses.

Depuis 1932, à partir de la répression de l'insurrection paysanne initiée par Farabundo Marti, l'armée salvadorienne a toujours joué le rôle de chien de garde de l'oligarchie. Les accords remettent en cause cette fonction, prévoient sa subordination au pouvoir civil ainsi que sa restructuration afin qu'elle devienne une force de défense territoriale.

Quelle démilitarisation ?

L'Assemblée législative a ainsi décrété, fin juin 1992, la dissolution de la Garde nationale et de la Police rurale ; en fait, environ 2 000 de leurs effectifs ont été illégalement réintégrés dans la Police nationale (4). Celle-ci est maintenant l'unique corps de sécurité publique (placé directement sous les ordres d'Alfredo Cristiani, le président de la République), en attendant la formation de la Police nationale civile (PNC), qui devrait comprendre 20 % d'anciens membres de l'END, 20 % d'hommes de la Police nationale et 60 % de nouvelles recrues.

Toutefois, alors que la première promotion de la PNC aurait dû commencer sa formation, il n'existe toujours pas de locaux. Les problèmes se multiplient — Cristiani, par exemple, en a nommé les responsables sans consulter la Commission pour la paix (COPAZ), chargée du suivi de l'application des accords (5).

Les accords prévoient aussi une réduction de 52 % des effectifs de l'armée avant le 31 janvier 1994 — en janvier 1992, l'état-major déclarait que les forces armées comptaient 63 000 hommes (chiffre "gonflé" par le recrutement forcé). D'après Ponce Enrile, le commandant en chef de l'armée, celle-ci aurait déjà démobilisé 20 700 soldats — il s'agit surtout de conscrits en fin de service militaire et des 6 000 membres de la Police nationale.

D'autre part, la commission *ad hoc*, chargée d'enquêter sur le passé des militaires dans les cas de violations des droits de l'homme, n'arrive pas à travailler car les présumés coupables ont été systématiquement envoyés à l'étranger (conseillers militaires dans des ambassades, voyages d'études, etc.).

L'armée est partout

Depuis les années 30, et surtout avec l'importante injection d'argent par les Etats-Unis dans la guerre, les officiers supérieurs représentent une force non négligeable du pouvoir économique. Plusieurs entreprises privées (compagnies de l'électricité, des eaux et du téléphone) appartiennent à des colonels ; les militaires, étroitement liés à l'oligarchie traditionnelle, contrôlent aussi des banques, des usines et de grandes propriétés agricoles. Cette situation ne peut pas être résolue par de strictes mesures de démilitarisation, elle passe aussi par une évolution en profondeur du rapport de forces social.

Le problème de la terre est un des autres points d'achoppement des négociations. Dans les zones occupées par le FMLN durant la guerre (départements de Chalatenango, Morazan, San Vicente, Cabañas, Usulutan-Nord, La Union), les paysans ont occupé les grandes propriétés abandonnées. Les accords prévoient que les propriétaires qui sont d'accord vendent ces terres au gouvernement, censé les revendre à son tour, à un prix modique, à leurs exploitants actuels. Le rachat de l'ensemble des surfaces revendiquées par le FMLN (18 % des terres du pays) reviendrait à environ 460 millions de dollars ; or, le gouvernement n'a débloqué, pour l'instant, que 15 millions de dollars. Il a même proposé au FMLN d'effectuer des démarches conjointes auprès de la communauté internationale pour obtenir des dons ou des prêts.

Ces prêts, on le sait, aggraveront l'endettement du pays. Quant aux dons, en général, ils ne sont pas désintéressés : tel pays de la Communauté européenne (CE) a déjà posé des exigences précises concernant l'organisation et le suivi de la production agricole. L'aide des Etats-Unis se cantonne évidemment aux projets d'exploitation individuelle, refusant l'assistance aux communautés et aux coopératives paysannes. Les

1) Le FMLN est composé de cinq partis : l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP, issue en partie du mouvement chrétien de base radicalisé) ; les Forces populaires de libération (FPL, scission du PC dans les années 60) ; les Forces armées de libération (FAL, Parti communiste salvadorien) ; la Résistance nationale (RN, scission de l'ERP) ; le Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC, qui se veut internationaliste).

2) Voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992.

3) Les pays "amis" du processus de négociations sont le Mexique, l'Etat espagnol et la Colombie.

4) La plupart des données chiffrées sont extraites de *Diario Latino* de juillet et août 1992.

5) La COPAZ réunit un représentant du gouvernement, un délégué du FMLN et un représentant de chaque parti présent au Parlement.

projets promis par la CE suivent, pour le moment, le même schéma. D'ores et déjà, 62 millions de dollars ont été accordés par la CE : appui à la Banque de terres et au développement rural dans le département de l'Usulutan.

Au problème du financement s'ajoutent d'importantes difficultés : absence de cadastre et de cartes détaillées ; actes de propriétés falsifiés ou inexistants ; importante dette des propriétaires fonciers qui n'ont pas acquitté d'impôts sur ces terres pendant les années de guerre ; hypothèques multiples, etc. Il semble donc illusoire que la question des terres puisse être résolue en neuf mois.

En outre, le ministère de l'Agriculture a traîné des pieds avant de mettre des moyens à la disposition de la Commission des terres. Finalement, le 27 juillet, des représentants du FMLN et du gouvernement, sous l'arbitrage de l'ONUSAL, ont commencé la vérification des propriétés en litige.

La bataille de la terre

Selon un inventaire réalisé au niveau national, sur les 116 propriétés concernées de plus de 10 hectares, 45 propriétaires refuseraient de vendre alors que 71 l'envisageraient.

Ceux-ci, d'ailleurs, subissent des pressions contradictoires : d'un côté, le gouvernement les pousse à ne pas vendre, pour procéder lui-même à la répartition des terres de l'Etat, ce qui augmenterait son prestige et lui permettrait de contrôler le processus ; de l'autre, ils savent que les paysans qui les occupent actuellement et le FMLN ne leur permettront sans doute pas de récupérer leurs biens.

En parallèle, l'article 205 de la Constitution, introduit lors de la réforme agraire du gouvernement démocrate-chrétien de Duarte, en 1984, limite la taille des propriétés à 245 hectares. Cette clause devait être appliquée au plus tard le 1er mai 1992 ; or, 300 propriétés excèdent toujours cette limite.

L'ambiguïté des négociations sur la terre provient du fait que le gouvernement n'a, en fait, aucune intention de "laisser" 18 % du territoire au FMLN — cela explique aussi le flou qui règne sur les modalités de rachat et de crédit

Pour l'instant, ni les 20 % de démobilisés du FMLN, ni même ceux de l'armée n'ont reçu de terres, alors que le gouvernement s'était engagé à transférer 175 propriétés de l'Etat aux anciens combattants pour faciliter leur retour à la vie civile. Dans le *Diario Latino* du 11 août 1992, d'anciens membres de la Garde nationale et de la Police rurale se plaignaient de n'avoir reçu ni indemnisation ni formation professionnelle. Une coordination de handicapés démobilisés des forces armées a déjà organisé une manifestation pour réclamer terres et crédits — durant le premier semestre 1992, seulement 30 % des travailleurs ont obtenu des crédits. En l'absence de prêts, les attributions de terre ne règleront rien sur le fond.

L'autre grand obstacle à l'application des accords vient de l'attitude des grands industriels. Ceux-ci, regroupés dans l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP), refusent de participer au Forum de concertation économique et sociale, censé jeter les bases d'un nouveau modèle de développement au Salvador, plus favorable aux minorités et à une répartition équitable de la richesse nationale. La mise en place de cette structure, suite aux accords de paix, va à l'encontre de la politique néolibérale du gouvernement Cristiani, soutenue par l'ANEP.

Les grands patrons

Ce refus du patronat bloque le fonctionnement du Forum où ne sont représentés, pour l'instant, que l'intersyndicale, regroupant six confédérations de toutes obédiences (6), le gouvernement, les petites et moyennes entreprises et le FMLN.

Pour exiger la participation de l'ANEP, l'intersyndicale a appelé à une grève générale les 13 et 14 juillet, demandant le retrait du projet de loi sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) — finalement entrée en vigueur le 1er septembre 1992, elle est de 10 % — et une augmentation salariale. Mais ce mouvement n'a pas rencontré le succès escompté : s'il y a eu plus de 150 000 grévistes dans la fonction publique, les salariés du privé et les transporteurs n'ont pas suivi.

Le gouvernement justifie l'instauration de la TVA par les besoins de reconstruction du pays, mais, en fait, cela découle directement de sa politique néolibérale. Cet impôt indirect va frapper lourdement l'ensemble de la population, et surtout les couches les plus démunies, alors qu'au premier trimestre 1992, l'impôt sur le revenu aurait, lui, diminué de 34 %.

Beaucoup de produits de base ont augmenté dès la fin juillet. Le Comité de défense du consommateur rappelle que 70 % de la population salvadorienne vit dans des conditions d'extrême pauvreté ; il a proposé que le sucre, l'huile, les œufs et la farine ne soient pas soumis à la TVA, revendication ignorée par le gouvernement. Le Comité permanent du débat national pour la paix (CPDN), qui comprend 73 organisations (7), a demandé à Cristiani d'appliquer son veto à la loi sur la TVA, sans succès.

L'introduction de cette taxe illustre la fragilité du processus et les limites des différentes institutions mises en place pour le suivre — COPAZ, CPDN, Forum de concertation économique et sociale, etc.

Autre enjeu social, lié directement aux accords : le Plan de reconstruction nationale (PRN), qui devrait redistribuer équitablement l'aide internationale à ceux qui en ont le plus besoin, les paysans pauvres frappés par la guerre.

Dans les différentes zones sous contrôle du FMLN, des comités de reconstruction nationale (CRN) doivent être mis sur pied avec les conseils municipaux, des représentants des communautés, des membres du FMLN, des responsables gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales salvadoriennes (8) et d'associations paysannes. Ils doivent élaborer diverses demandes concernant généralement les infrastructures de base : routes, électrification, adduction d'eau, postes de santé, écoles, etc.

Quand les mairies sont aux mains de la Démocratie-chrétienne, les comités ont, pour la plupart, été formés et les premiers *cabildos abiertos* (assemblées de la population) se sont tenus. En revanche, là où les municipalités sont contrôlées par l'ARENA, il est très difficile de faire respecter les accords, les maires cherchant à favoriser les communautés les moins marquées politiquement.

Pour le FMLN, les CRN représentent surtout une possibilité d'institutionnaliser sa

Présentation d'armes dans une concentrati

présence et son influence, pour tenter de consolider les bastions gagnés pendant la guerre, et permettre à la population civile des zones en conflit de participer à la vie communale, voire de se préparer aux prochaines échéances électorales.

Cependant, le plan de reconstruction nationale ne prend en compte que les zones de fort conflit, laissant de côté de nombreuses régions tout aussi pauvres, en particulier les nombreux bidonvilles de San Salvador, grossis par la guerre et l'exode rural.

L'heure de vérité

Les retards dans l'application des accords dévoilent les contradictions existant au sein du gouvernement, du patronat et des forces armées ; les secteurs les plus réactionnaires font pression pour entraver les négociations.

Ces derniers n'ont pas accepté le "match nul" militaire et ne veulent rien céder de leurs prérogatives, malgré les pressions des Etats-Unis, qui cherchent à éteindre le brasier centraméricain, surtout dans la perspective du grand marché américain (9). Cette stratégie dilatoire n'est pas innocente : le FMLN est ainsi obligé d'investir de nombreux cadres dans les renégociations successives des accords, ce qui ralentit son nécessaire investissement dans le travail à la base et de la propagande politique dans les régions où il n'a que peu d'influence — les dirigeants du FMLN sont conscients de ces manœuvres.

(DR)

Face à cette situation, le FMLN possède, par ailleurs, un atout important, son armée. Conformément aux accords, le 30 juin, 20 % de l'END a été démobilisé. Le 31 juillet 1992, un second contingent de 20 % de combattants aurait dû déposer les armes, mais cela n'a pas eu lieu pour protester contre l'absence d'un plan de réintégration à la vie civile pour les premiers démobilisés.

L'END représente la monnaie d'échange du FMLN dans l'application des accords. Il serait utopique de croire que le Front va lâcher la proie pour l'ombre, après douze ans de guerre durant lesquelles il n'a pas été militairement défait.

Certains secteurs de l'extrême droite affirment que, dès le désarmement total du FMLN, ils se livreront à un massacre général pour liquider les "rouges". Depuis l'été 1992, l'activité des "escadrons de la mort" a pris un nouvel essor.

Le 2 juin, les locaux des agences *Associated Press* (AP) et *Inter Press Service* (IPS) à San Salvador ont été incendiés ; début juillet, l'*Agence salvadorienne de presse* (SALPRESS) était victime d'un attentat similaire.

Mi-juillet, un dirigeant de la Fédération syndicale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS, composante de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens) a été enlevé, torturé puis assassiné, ce qui portait à seize ce type d'exactions depuis la mi-janvier. Le 31 juillet, un autre responsable de FENASTRAS était assassiné, alors qu'un membre du Bureau des droits de l'homme (instance créée par les accords) était blessé par balle. Le 3 août, un syndicaliste de l'Association des travailleurs du ministère des Travaux publics (ATMOP) était assassiné. Le 7 août, le responsable du comité de reconstruction de la zone Sud-Est, le commandant Tomas Martinez Ramos, a essuyé les balles de trois hommes.

Le 10 août, la maison d'un commandant des Forces populaires de libération (FPL) a été mise à sac à Santa Ana et de nombreux documents dérobés. Quelques jours plus tard, le local de la Fédération des associations des coopératives de production agricole du Salvador (FEDECOPADES) a été fouillé et saccagé.

Tous les jours, des militants d'organisations syndicales ou politiques reçoivent des appels ou des lettres de menaces et nombreux sont les cadres intermédiaires qui ont, pour l'instant, échappé à des tentatives d'assassinat.

Cette pression psychologique vise indéniablement à effrayer les Salvadoriens prêts à travailler avec le FMLN ; conjuguée avec le retard pris dans sa légalisation comme parti politique (10), elle entrave l'organisation et le travail de propagande à visage découvert du Front.

Malgré ces provocations des secteurs conservateurs, sans doute liés à l'armée, la reprise des hostilités n'est pas à l'ordre du jour. Le FMLN paraît désormais convaincu que la phase militaire doit céder la place à la lutte politique et sociale, avec l'objectif des élections générales de 1994 — municipales, législatives et présidentielle. Il est fort probable que l'on assiste à une renégociation du calendrier d'application des accords après le 31 octobre et à une prolongation du cessez-le-feu.

L'ONUSAL restera sans doute dans le pays après cette date-là ; les dirigeants du FMLN estiment d'ailleurs que le processus durera environ deux ou trois ans.

Aujourd'hui, le Front ne se fait guère d'illusions sur son audience nationale — la zone occidentale du pays, par exemple, pratiquement épargnée par le conflit armé et submergée par la propagande gouvernementale, est beaucoup moins sensible à son discours. En outre, ARENA ayant signé la paix, elle retrouve une légitimité.

L'assise du FMLN

La présence dans la capitale, depuis mai, des deux principales radios du FMLN — *Radio Farabundo Marti* des FPL et *Radio Venceremos* de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) —, qui auparavant n'émettaient que quelques heures par jour dans des conditions difficiles, devrait aider le travail du Front. Mais cela reste encore modeste face aux très nombreuses radios et télévisions gouvernementales ou privées. En outre, à l'exception du *Diario Latino*, repris par ses salariés sous forme de coopérative depuis 1990, la presse écrite est entièrement à la botte du pouvoir et de l'entreprise privée.

Si certains secteurs intellectuels (étudiants, universitaires, juristes, etc.) sont proches du FMLN, une partie des classes moyennes, qui se sont développées grâce à la colossale aide nord-américaine des années de guerre, n'est pas prête à faire confiance aux "subversifs".

Face à cette situation, le FMLN cherche prioritairement à renforcer et entériner son influence dans ses "bastions" à travers les élections municipales. Mais il envisage aussi d'apparaître dans le reste du pays, par le biais, entre autres, de la campagne pour les élections législatives.

En ce qui concerne l'élection présidentielle, certains observateurs pensent que le FMLN pourrait dépasser la Démocratie-chrétienne (DC) au premier tour, derrière

6) Union nationale des ouvriers et des paysans (UNOC, Démocratie-chrétienne) ; Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS, proche du FMLN) ; Confédération des travailleurs salvadoriens (CTS, droite) ; Confédération générale des travailleurs (CGT, sociaux-chrétiens) ; Alliance démocratique des paysans (ADC, proche du FMLN) ; Association générale des employés publics et municipaux (AGEPYM). Chaque confédération réunit de nombreuses branches — l'UNTS regroupe 26 organisations paysannes, 11 de salariés du privé, 17 du public, 5 d'étudiants, 7 de femmes et 3 organisations humanitaires.

7) Le CPDN comprend les églises, le mouvement social dans son ensemble, les petites entreprises, l'Université centraméricaine (UCA) et l'Université du Salvador (UES).

8) Chaque parti du FMLN a fondé sa propre ONG ; elles interviennent principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement et reçoivent des aides internationales.

9) Voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991et 346 du 14 février 1992.

10) Cette légalisation a été repoussée sur la base de divers arguments juridiques. Le groupe ARENA à l'Assemblée s'y est opposé en arguant que, selon la Constitution, une organisation armée ne peut pas se déclarer parti politique.

l'ARENA ; la DC, discréditée par la gestion du précédent président, Duarte, a perdu d'autant plus d'impact qu'elle n'était pas présente à la table des négociations. Dans tous les cas de figure, au second tour, le FMLN et la DC envisageraient de passer un accord. Dans cette bataille électorale, le Front devrait pouvoir compter sur la Convergence démocratique (11) et sur l'Union pour la démocratie nationale (UDN, ancienne branche légale du Parti communiste salvadorien).

Les dirigeants d'ARENA, eux, misent sur une victoire dès le premier tour, grâce à une alliance avec Solidaridad, nouveau parti impulsé par les sectes évangélistes (12), qui dispose d'une audience non négligeable.

Mais il faut une réforme électorale de fond avant 1994. Il n'y a jamais eu d'élections "propres" au Salvador, et les registres électoraux ne comptent que 600 000 noms, pour une population de plus de 6 millions d'habitants. Par ailleurs, 90 % des habitants des zones contrôlées par le FMLN ne possèdent ni papiers d'identité ni cartes d'électeurs ; ce qui est également le cas des nombreux rapatriés revenus dans le pays depuis la fin des années 80. L'attribution de papiers d'identité à l'ensemble de la population nécessiterait des fonds importants et surtout une réelle volonté de la part du gouvernement.

Les représentants du FMLN ont déjà demandé que le processus électoral ait lieu sous la surveillance d'instances internationales.

A l'assaut des mairies

Par sa stratégie de conquête d'un nombre important de municipalités, le FMLN veut instaurer des pôles de développement économique alternatif dans ces zones, visant à constituer un exemple pour le reste de la population. Les projets économiques avancés dans ce cadre, quoi que flous, semblent donner la priorité à l'autosuffisance alimentaire, tout en prévoyant un développement de l'agro-industrie et des projets rentables (pêche, pisciculture, conserveries, etc.). Mais de tels projets posent de nombreux problèmes, surtout dans un pays surpeuplé (249 habitants au km^2), sans matières premières et avec un environnement ravagé (forêts détruites par l'agriculture extensive puis par la guerre, érosion et appauvrissement des sols, manque d'eau, etc.).

Dans ce cadre, le FMLN privilégie les formes d'organisation collective (coopératives de production ou de services), qui ont déjà été instaurées dans les communautés de rapatriés, même s'il est vrai que l'ouverture permise par le cessez-le-feu a entraîné des tendances au repli sur le lopin familial et à l'abandon des structures collectives.

Le Front tient à ce que les aides à la reconstruction permettent aux communautés de racheter collectivement les terres qu'elles occupent, y compris si, ensuite, les paysans décident de travailler leurs parcelles individuellement — cette solution empêcherait une reconcentration foncière rapide par les grands propriétaires grâce au jeu sur le crédit et l'hypothèque.

Affiche sur un mur de San Salvador : « Pour le respect des accords, la jeunesse avec le FMLN » (DR).

La mise en place de ces différents modèles de société et de développement est marquée par les caractéristiques propres à chaque parti du FMLN. Pour un membre du comité central du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), l'existence des différentes composantes du FMLN, qui peut sembler constituer une faiblesse, représente, en fait, une atout : *« Cela a permis au FMLN de faire la guerre de différentes manières et cela l'aidera maintenant à construire la paix avec la même diversité. Voilà ce qui fait notre richesse. »*

Selon lui, le FMLN n'est ni plus ni moins divisé qu'à l'époque du conflit armé. Comme avant, chacun expérimente, dans "ses" zones, ses projets de développement — ce qui est certes enrichissant, mais n'aide pas à l'élaboration d'un projet alternatif national. Mais, au moment de négocier avec le gouvernement, il n'y aurait qu'une seule voix, définie après d'intenses discussions internes. La direction unifiée du Front a, par ailleurs, décidé que, lors des campagnes de propagande et de sensibilisation dans les régions où il n'est guère présent, ses militants se présenteraient en tant que membres du FMLN et non comme représentants de tel ou tel parti.

Cependant, sur le terrain, on assiste à des tentatives de récupération mutuelle des bases. Ainsi, sur la bande côtière de l'Usulutan, les communautés, liées au parti du FMLN dominant dans la zone, ont entamé des négociations avec des municipalités, sans consulter au préalable les quelques communautés dépendant d'une autre force du FMLN.

On assiste aussi à une course aux crédits auprès des organismes internationaux et des gouvernements entre les ONG des diverses forces. Ces fonds sont, par la suite, distribués dans les communautés en fonction des positions politiques de chacun. Ces clivages se retrouvent à tous les niveaux de la vie politique et sociale : organisations de femmes, syndicats étudiants, agricoles ou industriels, radios, etc.

Une situation ouverte

Le 22 juillet, dans le *Diario Latino*, le commandant Leonel Gonzalez a affirmé, à la suite d'une réunion des 176 membres du comité central des FPL, que les cinq organisations du FMLN devraient disparaître et *« construire une seule structure pour la bataille électorale de 1994 »*, pour recueillir plus de suffrages. Cette perspective, qui transformerait le Front en un seul parti avec divers courants en son sein, a été immédiatement démentie par les autres forces, qui soulignent, qu'en l'état actuel des débats et des clivages, une telle évolution n'est pas à l'ordre du jour. D'ailleurs, les cinq partis composant le FMLN sont actuellement en train de préparer leurs congrès respectifs avec différents textes.

Mais, le FMLN, aujourd'hui, est plus qu'un simple parti politique, c'est une indéniable force sociale et une force économique en puissance. Malgré un contexte régional et international qui n'est guère favorable aux révolutionnaires, les choix faits jusqu'à présent par le FMLN et la mobilisation sociale laissent la situation salvadorienne ouverte. Après le "match nul" de la guerre, la balle est dans le camp du mouvement de masse.★

1er septembre 1992

11) La Convergence démocratique, dont le principal dirigeant est le social-démocrate Ruben Zamora (leader du Mouvement populaire social-chrétien), a obtenu 12,6 % des suffrages lors des élections législatives de mars 1991.

12) Comme dans toute l'Amérique centrale et latine, les sectes évangélistes connaissent un développement croissant au Salvador — les Etats-Unis y voient une bonne manière de contrer l'idéologie "subversive" des théologiens de la libération.

De Sao Paulo à Managua

La troisième rencontre des organisations et partis politiques latino-américains du Forum de Sao Paulo (1) s'est tenue à Managua du 16 au 19 juillet 1992, avec 122 délégués représentant 61 organisations de 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que 60 observateurs d'organisations du monde entier. La question du projet politique alternatif de développement et d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes a notamment été abordée. Les partis présents, dans ce qui constitue l'effort le plus important de coordination et de confrontation actuellement existant, ont poursuivi des réflexions thématiques — préalablement abordées lors des séminaires qui se sont déroulés à Lima et à Managua durant l'année 1992 —, tout en instaurant les bases d'une discussion stratégique.

La prochaine réunion du Forum de Sao Paulo aura lieu en 1993 à La Havane à Cuba.

Alfonso MORO

LA DECLARATION de Managua adoptée lors de cette réunion (voir l'article en p. 23) a un contenu clairement anti-impérialiste, et constitue une avancée par rapport à la seconde rencontre du Forum de Sao Paulo, qui s'était tenue au Mexique, en juin 1991 (2) ; elle précise notamment certaines définitions qui devraient marquer l'action des différents courants politiques présents. Les participants ont dénoncé, entre autres, l'assimilation, très largement répandue, faite entre démocratie et capitalisme, à travers des projets comme celui de l'Initiative pour les Amériques du président Bush (3), qui vise à démontrer que, sans la présence et la prépondérance de l'économie de marché et sans l'application des politiques d'ajustement structurel, les pays latino-américains seraient condamnés à subir des crises permanentes ou à vivre dans un retard séculaire.

Le refus d'un tel schéma se base sur un double constat. D'une part, la crise prolongée qui, depuis 1990, frappe la plupart des pays impérialistes entraîne un développement croissant du chômage ainsi que la paupérisation de secteurs importants de la population de ces pays. D'autre part, il est devenu clair que les politiques d'ajustement appliquées en Amérique latine à partir de 1982 n'ont non seulement pas résolu les problèmes les plus graves de la crise, mais, au contraire, joué un rôle franchement pervers, rendant ces pays plus dépendants et plus vulnérables face aux aléas du marché capitaliste international.

A la recherche d'un projet alternatif

La déclaration finale affirme que : « (...) *pour modifier le caractère de la structure productive traditionnelle, ou pour lutter pour les changements structurels dans les pays qui y sont parvenus* », il faut combattre « *les politiques, orthodoxes ou hétérodoxes, d'ajustement structurel* ». Cette affirmation contient une critique, plus ou moins voilée, des choix économiques faits, par exemple, par les sandinistes durant les trois dernières années de leur gouvernement et qui ont eu des résultats catastrophiques pour la population. Elle met aussi en garde contre les faux espoirs que ces politiques, en tant que telles ou mêlées à d'autres choix, ont pu engendrer dans le domaine de la politique économique pour les pays latino-américains. La déclaration précise de façon explicite que « *le projet néolibéral proposé à l'Amérique latine et aux Caraïbes ne peut pas être amendé* » ; dans la pratique, ce constat doit se traduire par l'élaboration d'un projet économique radicalement différent.

La discussion de Managua était évidemment hétérogène ; mais l'intégration de certaines remarques critiques sur la conception traditionnelle de la gauche par rapport à la démocratie est importante. Les organisations présentes se sont accordées quant à la nécessité d'encourager toutes les formes d'auto-organisation et de participation populaire non seulement comme un but à long terme, mais aussi comme un objectif immédiat et quotidien — auparavant, il s'agissait d'un but pour après la révolution. Sans une telle vision stratégique de l'organisation autonome de la population, sans un nécessaire respect de la part des organisations politiques vis-à-vis des organisations sociales, aucun projet alternatif n'est possible.

Dans la mesure où les organisations sociales ont des structures et des objectifs différents de ceux des organisations politiques (ce qui n'apparaît pas toujours clairement), toute tentative de les "diriger" conduirait, à moyen ou long terme, à leur division ou à leur destruction. Cette tentation existe autant pour les organisations qui ont des structures politico-militaires que pour celles qui se sont développées dans un cadre légal ou institutionnel, quelle que soit leur taille et leur base sociale.

C'est sur le terrain de l'action politique que la gauche latino-américaine fait encore preuve d'une grande faiblesse, voilà pour-

1) Voir *Inprecor* n° 313 et 314 des 13 juillet et 14 septembre 1990.
2) Voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.
3) Voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1992 et n° 346 du 14 février 1992.

quoi, tout en continuant de travailler au projet économique alternatif, il faut poursuivre cette discussion.

Dans le domaine économique, la réunion de Managua a fait ses premiers pas concernant certaines expériences de participation populaire à l'échelle régionale dans lesquelles, d'ailleurs, on trouve fréquemment des organisations non-gouvernementales (ONG). La déclaration finale, sans faire le tour du problème, précise que « *l'accumulation de projets micro-économiques, même si ceux-ci sont très autonomes et populaires, ne constitue pas, en tant que telle, une alternative nationale* ». Même si de telles expériences sont importantes et nécessaires dans le processus d'accumulation de forces des secteurs populaires, elles sont incapables de briser l'étau du système capitaliste si elles ne se donnent pas l'objectif d'avancer vers un véritable projet national — celui-ci doit obligatoirement dépasser la marge étroite d'une vision strictement régionale même très avancée.

Pragmatisme et internationalisme

La réunion de Managua a permis de poursuivre le processus d'élaboration et de réflexion communes inauguré à Sao Paulo en 1990. Mais elle a aussi mis à nu les pratiques d'une bonne partie de la gauche latino-américaine qui confond souvent des attitudes pragmatiques, frôlant l'opportunisme, et ce que devrait être un véritable projet internationaliste de la part d'organisations qui essayent d'apparaître comme un modèle réellement viable, non seulement face à la population de leur propre pays mais aussi face à celle d'autres pays.

Deux incidents importants ont marqué cette rencontre et tendu l'atmosphère — la façon dont ils ont été résolus constitue d'ailleurs un mauvais précédent qui risque de se répéter et qui pourrait avoir des conséquences fatales pour la survie du Forum de Sao Paulo.

Les quatre partis mexicains présents — le Parti de la révolution démocratique (PRD) de Cuauthemoc Cardenas ; le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale) ; le Parti populaire socialiste (PPS, courant stalinien nationaliste) et le Parti des travailleurs — avaient proposé un projet de déclaration qui, de façon mesurée, dénonçait la nouvelle fraude électorale réalisée par le gouvernement mexicain pendant l'élection du poste de gouverneur de l'Etat du Michoacan, début juillet 1992.

Un projet de déclaration était élaboré après des heures de discussion, centré sur un point qui devrait être essentiel pour les participants du Forum de Sao Paulo : la violation répétée par le gouvernement mexicain d'un droit démocratique élémentaire, le respect du vote des citoyens. Face à un telle question, soit les partis de gauche reprenaient la revendication de tout le peuple mexicain, soit, pour des raisons tactiques — valables ou non, c'est une autre affaire — qui découlent des liens de la quasi-totalité de la gauche latino-américaine avec le gouvernement du Mexique, elles s'opposaient à toute déclaration mettant en cause celui-ci ou son parti-Etat, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

De nombreuses organisations ont alors exercé des pressions en menaçant de ne pas signer la déclaration et provoquant le retrait du projet. Mais, ce qui est encore plus grave, les sandinistes ont pris l'initiative de donner la parole à un observateur de la Conférence des partis politiques d'Amérique latine (COPAL) (4) lors de ce débat — l'orateur était un membre de la direction du PRI mexicain qui a déclaré, alors qu'il ne représentait personne à la réunion de Managua, que les élections au Mexique étaient "propres" et qu'il ne comprenait pas la nécessité d'une telle motion.

Le deuxième incident fut tout aussi trouble. Parmi les observateurs invités, il y avait des représentants officiels du Parti communiste chinois, du Parti du travail de Corée du Nord ou encore du Parti baas d'Irak. L'atmosphère s'est beaucoup tendue lorsque le représentant du Parti des travailleurs (PT) du Brésil a dit que, de la même façon que la rencontre avait fait une motion de solidarité avec le peuple irakien, exigeant la levée du blocus imposé par la guerre du Golfe, elle devait aussi faire une déclaration de « *soutien au peuple kurde, actuellement réprimé par les gouvernements d'Irak et de Turquie* ». Un texte fut approuvé, malgré les votes hostiles du Parti communiste cubain et du Front sandiniste et les abstentions des organisations colombiennes présentes — l'Armée de libération nationale (ELN), des Forces armées révolutionnaires et du Parti communiste —, des PC argentin et de République dominicaine, ainsi que du Parti socialiste de Porto Rico.

Il reste du chemin à faire...

Cependant, cette décision fut, dans les faits, escamotée lorsque les représentants du gouvernement de Saddam Hussein furent invités, encore une fois par les sandinistes, à prendre la parole en faisant un tableau idyllique qui n'a évidemment rien à voir avec la situation du peuple kurde.

Une nouvelle rédaction commune fut élaborée que les représentants du PT acceptèrent pour ne pas briser le cadre unitaire, mais le journal nicaraguayen *Barricada*, en rendant compte des déclarations de solidarité de la rencontre, omit celle concernant les Kurdes.

Ces faits, qui ternissent cette troisième rencontre, témoignent de l'existence de pratiques de fonctionnement peu démocratiques et de l'absence d'internationalisme de la part de certaines des organisations présentes à Managua. Ils auront des répercussions sur les débats futurs du Forum de Sao Paulo. Le renouveau de l'internationalisme, que toutes les organisations prétendent défendre, ne peut sûrement pas naître d'une vision étroite, cantonnée aux frontières du pays de telle ou telle organisation.

Aucune discussion franche et ouverte n'a eu lieu sur les implications des liens entre les gouvernements et les Etats, d'une part, et les forces du Forum, de l'autre, tôt ou tard, celui-ci perdra une de ses bases essentielles, citée dans la déclaration de Sao Paulo : « (...) *L'engagement actif pour les droits de l'homme, la démocratie et la souveraineté populaires en tant que valeurs stratégiques qui mettent les forces de la gauche socialiste et progressiste au défi de renouveler constamment leur pensée et leur action* ».

Après l'onde de choc subie par la gauche internationale et, en particulier, latino-américaine, suite à la chute des dictatures bureaucratiques à l'Est, après les événements qui ont suivi l'invasion de Panama, en décembre 1989, et la guerre du Golfe, en 1991, une bonne partie des certitudes de la gauche se sont écroulées, remplacées par de nombreuses questions. Pour y répondre, il faudra du temps et il faudra, sans doute, beaucoup de réflexion et d'analyse. On ne peut donc pas demander aux forces du Forum de Sao Paulo des réponses immédiates et globales face aux problèmes complexes qui se posent à toutes les organisations de gauche.

Réformer l'irréformable ?

Cependant, la discussion et les échanges devraient avancer dans l'avenir sur certains sujets, même de façon modeste.

Le problème de l'Etat n'a été que peu ou pas abordé, qu'il s'agisse de l'Etat dans les sociétés capitalistes ou dans les sociétés de transition. Dans la déclaration de Managua, comme dans celle de Sao Paulo ou de Mexico, il n'y a pas d'analyse concrète du rôle joué aujourd'hui par l'Etat — même si des avancées ont été faites en dénonçant l'erreur des projets "tout Etat" ou, comme le font les théories ou les pratiques néoconservatrices à la mode, de réduction totale de l'influence de l'Etat dans la sphère économique. Mais le problème demeure.

4) La Conférence des partis politiques d'Amérique latine (COPAL), formée dans les années 70, rassemble les partis politiques traditionnels du continent.

Lorsque l'on parle de la nécessaire démocratisation de l'Etat, il faut commencer par constater que celui-ci reste le problème central que toutes les expériences de révolte ou de révolution, sans exception, ont affronté. Comment éviter la bureaucratisation et la dégénérescence des forces de gauche qui sont amenées à participer de près ou de loin à l'appareil d'Etat, par la représentation parlementaire, par exemple ? Peut-on parler de lutte pour la démocratisation de l'Etat quelque soit le projet de rupture démocratique radicale ? Quel est le bilan actuel de la gauche latino-américaine concernant les rapports entre l'Etat, les organisations politiques et les mouvements sociaux ? Comment la gauche envisage-t-elle la déprivatisation de l'action politique de l'Etat ? Il faudra du temps pour répondre à toutes ces questions ; mais il est évident qu'un véritable projet de développement alternatif — incluant la création d'une nouvelle culture populaire, politique et sociale — doit obligatoirement se pencher sur l'élaboration de possibles réponses. Le plus vite sera le mieux.

En effet, le point VII de la déclaration ("Alternatives et exigences") propose une « *totale réorientation des politiques et des fonctions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM)* », alors qu'il est évident que le nouvel ordre international passe par la création d'un autre type d'institutions. Ni les politiques néolibérales, ni le FMI, ni la BM, ni les autres institutions, de crédit ou autres, issues de la Seconde Guerre mondiale, ne peuvent être réformées. Dans ce débat, il ne peut pas y avoir de confusions, à moins de vouloir répéter l'expérience de la moitié des années 70, lorsqu'une partie importante de la gauche internationale s'était embarquée dans une discussion similaire, sans aller au-delà d'une vision "tiermondiste" et avec les échecs que tout le monde connaît aujourd'hui.

L'an prochain à La Havane

L'importance de l'initiative lancée il y a trois ans par le PT brésilien est démontrée par la participation croissante d'organisations, de partis et de mouvements sociaux de presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des invités ou observateurs venus de différents endroits d'Europe, d'Asie, des Etats-Unis, du Canada et du Moyen-Orient. Mais il faut aussi signaler l'existence de certains problèmes de fonctionnement qu'il faudra corriger.

En effet, les réunions plénières ne sont pas la meilleure méthode pour traiter de sujets aussi vastes et complexes que ceux abordés à Managua, surtout si on veut continuer d'élargir le nombre des participants et approfondir la discussion. La rencontre de Managua a montré que cette méthode — valable antérieurement — a aujourd'hui atteint ses limites, il serait plus efficace de proposer des modifications dans le système de discussion et dans la désignation de la commission de coordination, responsable de la préparation des rencontres et des autres activités qui en découlent. Il faut maintenant préparer la prochaine rencontre de 1993, à La Havane, qui devra aborder des sujets essentiels pour la gauche tels l'évolution économique, politique et sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes et les rapports entre partis et mouvements sociaux. ★

Managua, août 1992

Faire renaître l'espoir

Ernest Mandel était invité à la récente rencontre du Forum de Sao Paulo, à Managua, comme membre de la direction de la IVe Internationale. Il est notamment intervenu en tant que spécialiste économique sur la question des alternatives possibles. Nous reproduisons son intervention.

Ernest MANDEL

DEPUIS la moitié des années 70, on assiste à une dégradation du rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale, provoquée surtout par l'ouverture d'une onde longue dépressive de l'économie capitaliste, et qui s'accompagne d'une hausse continue du chômage. Dans les pays impérialistes, le nombre de chômeurs est passé de 10 à 50 millions ; dans le tiers monde, il touche 500 millions de personnes — dans de nombreux pays, ce phénomène concerne près de 50 % ou plus de la population adulte.

Le développement massif du chômage ainsi que les craintes qu'il engendre chez tous ceux qui travaillaient encore ont relativement affaibli la classe ouvrière. Cela a facilité l'offensive internationale du capital qui cherche à augmenter le volume et le taux de ses profis en provoquant une chute des salaires réels, des dépenses sociales et des infrastructures. L'offensive néolibérale et néoconservatrice n'est que l'expression idéologique de cette offensive économique et sociale.

La majorité des directions des partis de masse qui se revendiquent du socialisme ont capitulé face à cette offensive et ont accepté la politique d'austérité ; dans des pays comme la France, l'Etat espagnol, les Pays-Bas, l'Australie, la Suède, le Venezuela ou le Pérou, ce sont ces mêmes directions qui l'ont appliquée. Cette situation a provoqué la désorientation de la classe ouvrière et, pendant toute une période, rendu les luttes défensives des masses plus difficiles.

Parallèlement à cette capitulation de la social-démocratie, il faut signaler les effets idéologiques et politiques de la crise des systèmes d'Europe de l'Est, de l'ancienne Union soviétique, de la République populaire de Chine ou d'Indochine qui ont provoqué une crise de crédibilité du socialisme quasi universelle.

Des dégâts à l'Est... et à l'Ouest

Aux yeux de la grande majorité des masses, les deux expériences historiques principales de construction d'une société sans classes — l'expérience stalinienne, post-stalinienne et maoïste, et l'expérience social-démocrate — ont échoué. Les masses comprennent très bien que cet échec est celui d'un objectif social radical d'ensemble,

ce qui n'implique pas un bilan négatif des changements importants de la réalité sociale survenus en faveur des exploités. Dans ce sens, le bilan de plus de 150 ans d'activité du mouvement ouvrier international, toutes tendances confondues, reste très positif.

Mais ce n'est pas pour autant que des millions de travailleurs ont la conviction que toutes les luttes immédiates débouchent chaque fois plus dans la lutte pour la défaite du capitalisme et l'avènement d'une société sans exploitation, sans oppression, sans injustice et sans violence massive. En l'absence d'une telle conviction, les luttes actuelles sont fragmentées, discontinues et n'ont pas un objectif politique d'ensemble.

L'initiative politique est actuellement du côté de l'impérialisme, de la bourgeoisie et de ses agents. Cela a été confirmé par les événements d'Europe de l'Est où la chute des dictatures bureaucratiques sous la poussée de luttes de masse importantes a conduit non pas à l'apparition d'un processus politique qui avance vers le socialisme, mais à celle des forces favorables à la restauration capitaliste. Il est en de même dans l'ancienne Union soviétique.

Comment rendre sa crédibilité au socialisme ?

En Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS, pour ne pas parler du Cambodge, les masses identifient la dictature stalinienne et post-stalinienne avec le communisme, le marxisme, le socialisme et rejettent le tout. Pourtant elles se trompent. Staline a tué un million de communistes et réprimé des millions d'ouvriers et de paysans. Ce phénomène n'était pas le produit du marxisme, du socialisme ou de la révolution, mais celui d'une contre-révolution sanglante.

Les masses voient les choses autrement, c'est un fait objectif qui pèse sur la réalité politique et sociale à l'échelle internationale.

Cette crise de crédibilité du socialisme explique la contradiction principale qui caractérise la situation internationale. Les masses continuent de se battre dans de nombreux pays à une échelle beaucoup plus importante que par le passé. L'impérialisme et la bourgeoisie internationale ne sont pas capables d'écraser le mouvement ouvrier, comme ce fut le cas dans les années 30 et au début des années 40 en Europe, au Japon et dans de nombreux autres pays.

Mais les travailleurs ne sont pas encore disposés à lutter pour une solution globale anticapitaliste et socialiste. Voilà pourquoi nous sommes entrés dans une longue période de crise et de désordre mondiaux où aucune des principales classes sociales n'est sur le point d'arracher une victoire historique.

La tâche principale des socialistes-communistes est d'essayer de restaurer la crédibilité du socialisme dans la conscience et la sensibilité de millions d'hommes et de femmes. On n'y parviendra qu'en partant des principales préoccupations et besoins des masses. Tout modèle de politique économique alternatif doit les prendre en compte. Nous devons être ceux qui aident concrètement et efficacement les masses à lutter avec succès pour leurs besoins.

On peut citer ici ces besoins sur un mode quasi biblique : l'éradication de la faim, des vêtements pour ceux qui n'en ont pas, un logement digne pour tous, sauver la vie de ceux qui meurent faute de protection médicale, généraliser l'accès gratuit de tous à la culture en éliminant l'analphabétisme, universaliser les libertés démocratiques, les droits de l'homme, en finir avec la violence répressive sous toutes ses formes.

Cela n'a rien de dogmatique ni d'utopique. Les masses, même si elles ne sont pas encore prêtes à se battre pour la révolution socialiste, peuvent parfaitement assumer de tels objectifs à condition qu'ils soient formulés de la façon la plus concrète possible. Elles peuvent enclencher des luttes importantes sous des formes diverses et combinées.

Voilà pourquoi je répète que nous devons essayer d'être aussi concrets que possible à l'heure de faire des propositions. Quelle production alimentaire est-il possible de faire ? Avec quelles techniques agricoles ? Où ? Quel matériel de construction peut-on produire ? Où, nationalement, à l'échelle internationale ou à celle du continent, etc ?

Mais, lorsque l'on analyse les conditions qui nous permettront de parvenir à ces objectifs on arrive à la conclusion quil faut une redistribution radicale des ressources existantes. Cela implique aussi une révision radicale du mode de décision dans l'utilisation de ces ressources et un changement radical dans leurs formes d'utilisation. Nous devons être convaincus que les masses qui se battent pour ces buts n'abandonneront pas la lutte lorsque la réalité leur montrera toutes les implications.

« On s'engage et puis on voit »

Voilà un des défis auxquels doit faire face le mouvement socialiste : il doit être capable d'encourager sans restrictions des luttes de masse très larges afin d'atteindre les objectifs les plus perceptibles par l'humanité aujourd'hui.

Ce modèle alternatif est-il politiquement réalisable dans le monde et dans la société actuels, sans un objectif concret de prise ou de participation du pouvoir concret, qui soit aussi réalisable à court ou moyen terme ? A mon avis, cette question ainsi formulée nous entraîne dans un piège.

Il ne faut évidemment pas relativiser le problème du pouvoir politique. Mais la forme concrète de lutte pour le pouvoir, et encore moins les formes concrètes de pouvoir de l'Etat, ne doivent pas être décidées à l'avance. Surtout, il ne faut pas subordonner la formulation d'objectifs concrets et de formes concrètes de lutte permettant d'y arriver à une considération d'ordre pseudo-réaliste de ce qui serait réalisable ou pas à court terme sur le terrain politique.

Au contraire, il faut déterminer les objectifs et les formes de lutte sans préjugés politiques, ni gauchistes, ni opportunistes, d'aucune sorte. Il faut appliquer la formule du grand tacticien Napoléon Bonaparte que Lénine répéta à de nombreuses reprises : « *On s'engage et puis on voit* ».

C'est ainsi que le mouvement ouvrier international, au moment de son expression universelle la plus impressionnante, conduisit ses campagnes, à travers deux objectifs centraux : la journée de travail de huit heures et le suffrage universel égalitaire.

L'impérialisme, ou plutôt l'impérialisme allié au grand capital local, peut-il aujourd'hui empêcher la réalisation de ces objectifs dans les pays d'Amérique latine ? Peut-il bloquer tous les revenus du capital et le transfert de technologie, en plus des pressions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) ?

A mon avis, encore une fois, la formulation de cette question nous entraîne dans un piège. A vrai dire, personne ne peut répondre à une telle question à l'avance. Elle dépend, en dernière instance, des rapports de force. Mais ces rapports de force ne sont pas pré-établis, ils changent continuellement. Et ce sont justement les luttes pour des objectifs précis, accessibles aux larges masses, qui permettent de modifier ces rapports de forces en faveur des travailleurs et des autres couches exploitées et opprimées.

Et l'impérialisme ?

Il ne faut pas oublier que l'impérialisme lui-même connaît une crise de direction très grave. L'impérialisme nord-américain, même s'il a consolidé son hégémonie militaire, a perdu son hégémonie technologique et financière. Il n'est plus capable d'imposer sa volonté à ses principaux concurrents, l'impérialisme japonais et l'impérialisme allemand. En outre, il ne contrôle pas les réactions possibles des masses aux Etats-Unis face à ce qu'il essaye de mettre en œuvre à l'échelle internationale.

Dans ces conditions, on peut se trouver face à des réponses différentes dans le cas d'une lutte victorieuse pour l'annulation immédiate du paiement du service de la dette. Il est peu probable que l'ensemble des gouvernements d'Amérique latine et encore plus du tiers monde prennent une telle décisions, mais si un pays comme le Brésil, dans le cas d'une victoire électorale du Parti des travailleurs (PT) le faisait, on ne peut pas savoir à l'avance quelle serait la réaction de l'impérialisme. Il peut décider d'appliquer un blocus économique.

Mais, objectivement, le blocus du Brésil, le pays le plus développé d'Amérique latine, est plus difficile à mettre en œuvre que celui d'un petit pays comme Cuba ou le Nicaragua. Le Brésil aurait, par exemple, la possibilité de riposter par une offensive politique, avec un Brest-Litovsk politico-économique, en s'adressant à de nombreux gouvernements et aux masses de leurs pays et en leur disant : « *Etes-vous d'accord pour que notre peuple soit puni parce qu'il essaye d'éradiquer la faim, les maladies, et de mettre fin aux violations des droits de l'homme ?* » La réponse des travailleurs du monde n'est pas jouée d'avance. Elle peut être insuffisante, mais elle peut être aussi positive.

C'est une grande bataille qui peut changer la situation politique mondiale ; plus que la modification du rapport de forces, elle permettrait de retrouver l'espoir en un monde meilleur.

Ne rien imposer au mouvement de masse

Il faut aborder ce problème du point de vue méthodologique fondamental de Karl Marx : la lutte pour le socialisme n'est pas l'application forcée, dogmatique et sectaire préalable d'aucun objectif pré-établi au mouvement réel des masses. Ce n'est que l'expression consciente de ce mouvement qui ne fait que développer les éléments constitutifs de la nouvelle société qui progresse d'ores et déjà au sein de la vieille société.

On peut illustrer cela en parlant des problèmes essentiels du monde actuel.

Les multinationales dominent des secteurs de plus en plus importants du marché mondial. Elles représentent une forme qualitativement supérieure de centralisation internationale du capital. On assiste ainsi à une internationalisation de plus en plus importante de la lutte des classes.

Malheureusement, la bourgeoisie internationale est, à ce niveau, mieux préparée et agit avec plus de cohésion que les travailleurs.

Pour la classe et le mouvement ouvriers, il n'y a principalement que deux réponses possibles face aux multinationales : soit un repli sur le protectionnisme et la défense de la prétendue compétitivité nationale — c'est-à-dire, la collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement de chaque pays contre « *les Japonais* », « *les Allemands* », « *les Mexicains* », exploités et exploiteurs, tous ensemble —, soit la solidarité avec les ouvriers de tous les pays contre les exploiteurs internationaux et nationaux.

Dans le premier cas, on rentre dans la spirale inévitable de la réduction des salaires, de la protection sociale et des conditions de travail dans tous les pays. Les multinationales pourront toujours exploiter un pays avec des salaires plus bas, y transférer la production ou faire du chantage au mouvement ouvrier pour lui arracher des concessions.

Dans le deuxième cas, il reste, au moins, la possibilité d'avoir une spirale ascendante qui augmente de façon progressive les salaires et la protection sociale dans les pays les moins développés, tout en réduisant les différences de niveau de vie de façon positive.

Cette deuxième façon de réagir ne s'oppose absolument pas au développement économique ou à la création d'emplois dans les pays du tiers monde. Elle implique, par contre, un autre modèle de développement non pas orienté vers l'exportation des bas salaires, mais vers l'élargissement du marché national et vers la satisfaction des besoins élémentaires du peuple.

La lutte pour une telle réponse internationaliste face à l'offensive des multinationales nécessite, dès à présent, la concrétisation d'initiatives syndicales communes, combatives, critiques, indépendantes et à la base, dans toutes les usines du monde travaillant pour une même multinationale ou dans une même branche. Cela a déjà commencé à se faire, mais de façon encore limitée.

Le projet de la mise sur pied d'un marché commun nord-américain, la tentative de transformer le Mexique en une vaste *maquiladora* [usine dans une zone franche] (1), ouvre d'ores et déjà la voie à une telle riposte — c'est sur l'ensemble de l'Amérique latine qu'on peut assister à de telles coordinations visant à répondre à l'initiative de l'impérialisme nord-américain.

Par ailleurs, ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux ne sont que la traduction de l'angoisse de couches sociales importantes délaissées par la dynamique du capitalisme tardif. Cette dynamique risque de laisser de côté des secteurs importants qui peuvent alors se dépolitiser de plus en plus et devenir une base sociale à des attaques droitières et même néofascistes contre les libertés démocratiques.

Toute politique de "contrat social", de consensus pseudo-réaliste avec la bourgeoisie peut faire croire qu'il n'y a pas d'autres options politiques fondamentales et renforcer un tel danger.

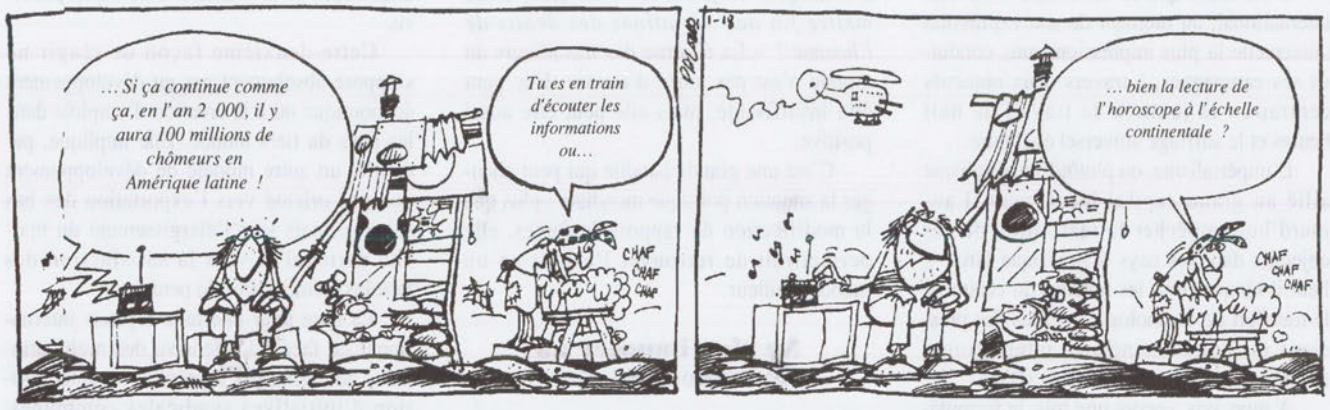
Il est donc vital que le mouvement ouvrier établisse une alliance structurelle avec les secteurs marginalisés, en les organisant, en favorisant leur auto-organisation, en les défendant et en les encourageant à conquérir la dignité et l'espoir.

Socialisme ou barbarie

Sur tous ces terrains, il faut agir sans dogmatisme, sans penser détenir la vérité absolue, ni la réponse définitive.

La construction du socialisme est un immense laboratoire d'expériences nouvelles qui ne sont pas encore définies. Il faut tirer des leçons de la pratique, et d'abord de la pratique des masses elles-mêmes. Il faut donc être ouvert au dialogue et à la discus-

1) Voir *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990.



sion fraternelle avec toute la gauche, même si chaque courant et chaque organisation défend avec fermeté ses principes — c'est le cas de mon organisation, la IVe Internationale.

Il faut comprendre que ce qui est en jeu aujourd'hui dans le monde est dramatique : il s'agit littéralement de la survie physique de l'humanité. La faim, les épidémies, la misère, les centrales nucléaires, la détérioration de l'environnement : voilà la réalité du vieil et du nouveau désordre capitaliste mondial.

Chaque année, dans le tiers monde, 16 millions d'enfants meurent de faim ou de maladies parfaitement guérissables — l'équivalent de 25 % des morts de la Seconde Guerre mondiale, Auschwitz et Hiroshima compris. Tous les quatre ans, on assiste donc à une guerre mondiale contre les enfants : voilà la réalité de l'impérialisme et du capitalisme aujourd'hui.

Cette réalité a aussi des effets idéologiques et politiques inhumains. Dans le Nord-Est du Brésil, la carence de vitamines dans l'alimentation des plus pauvres a produit une nouvelle couche de pygmées, d'hommes-nains, qui ont 30 centimètres en moins que la moyenne des habitants de ce pays. Il y en a déjà des millions. La classe dominante et ses agents appellent ces malheureux les "hommes-rats", avec tout ce que cela renferme comme déshumanisation idéologique semblable à celle des nazis.

Avec la restauration graduelle du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS, on voit arriver cette barbarie et ce recul social.

La privatisation des grandes entreprises dans l'ancienne URSS peut produire de 35 à 40 millions de chômeurs, et une chute dans les revenus réels des travailleurs de 40 %.

Le socialisme peut être de nouveau à l'ordre du jour et gagner en crédibilité s'il est prêt à s'identifier totalement à la lutte contre de tels dangers. Il y a trois conditions à cela.

● D'abord, il ne faut, sous aucun prétexte, que le soutien aux luttes sociales des masses soit subordonné à un quelconque projet politique. Nous devons être inconditionnellement aux côtés des masses dans tous leurs combats.

● Ensuite, il faut une propagande et une éducation des masses sur l'objectif global, sur le modèle de socialisme qui intègre les principales expériences et les formes de conscience nouvelles de ces dernières décennies.

Nous devons défendre une modèle de socialisme totalement émancipateur sur tous les terrains de la vie.

Un socialisme émancipateur

Ce socialisme doit être autogestionnaire, féministe, écologiste, radical-pacifiste et pluraliste ; il doit étendre la démocratie directe de façon qualitative, et être internationaliste et multipartiste. Il faut qu'il soit aussi émancipateur pour les producteurs directs. On ne peut y parvenir qu'avec la disparition progressive du travail salarié et de la division sociale du travail entre ceux qui produisent et ceux qui administrent et accumulent.

Les producteurs doivent avoir le pouvoir réel de décider comment on produit, ce qu'on produit et comment est utilisée une plus grande partie du produit social. Ce pouvoir doit être conduit de façon pleinement démocratique, c'est-à-dire qu'il doit exprimer les convictions réelles des masses. Pour ce faire, il faut la pluralité des partis, et la possibilité pour les masses de choisir entre différentes variantes des objectifs centraux du plan économique — cela n'est réalisable qu'avec la réduction drastique de la journée et de la semaine de travail.

Il y a presque un consensus sur le poids de plus en plus fort de la corruption et de la criminalisation dans la société bourgeoise et dans les sociétés post-capitalistes en désagrégation. Mais il faut comprendre que cela est structurellement lié au poids de l'argent dans la société. Il est utopique et irréaliste d'espérer une moralisation de la dite société civile et de l'Etat, sans une réduction radicale du poids de l'argent et de l'économie de marché.

On ne peut pas défendre une vision cohérente du socialisme sans s'opposer de façon systématique à l'égoïsme et à la recherche des profits individuels, vu les conséquences qu'ils ont sur toute la société. Il faut donner la priorité à la solidarité et à l'éducation. Et cela suppose précisément une réduction décisive du poids de l'argent dans la société.

● Enfin, les socialistes et les communistes doivent refuser toute pratique de substitution paternaliste ou verticaliste. Nous devons transmettre la principale contribution de Karl Marx à la politique : la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Elle ne peut pas être l'œuvre des Etats, des gouvernements, des partis ou des dirigeants supposémment infaillibles, ni d'experts d'aucune sorte.

Tous ces organes sont utiles et même indispensables dans la voie de l'émancipation. Mais ils ne peuvent qu'aider les masses à se libérer, et non pas s'y substituer. Il est immoral et même impraticable d'essayer d'assurer le bonheur des gens contre leurs convictions.

C'est une des principales leçons que l'on peut tirer de l'écroulement des dictatures bureaucratiques en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS.

La pratique des socialistes et des communistes doit être totalement conforme à leurs principes. Nous ne devons justifier aucune pratique aliénante ou oppressive. Nous devons réaliser ce que Marx appelait l'impératif catégorique de lutte pour écraser toutes les conditions dans lesquelles les êtres humains sont aliénés et humiliés.

Si notre pratique répond à cet impératif, le socialisme retrouvera une force formidable et une légitimité morale qui le rendra invincible. ★

Managua, 17 juillet 1992

Pour la souveraineté des peuples

La troisième rencontre du Forum de Sao Paulo, à Managua, s'est conclue par une déclaration conjointe des 61 organisations et partis politiques présents ; nous en reproduisons les principaux extraits.

DOCUMENT

COMME le montrent la troisième réunion et sa reconnaissance internationale, le Forum de Sao Paulo a prouvé son utilité en tant qu'instance de rencontre et d'échanges entre les différentes forces démocratiques, nationalistes, populaires et socialistes.

Cinq cent ans après l'invasion, la conquête et la colonisation de l'Amérique latine, nous aspirons non seulement à poursuivre cinq siècles de résistance indigène, noire et populaire, en réaffirmant le droit de nos peuples à la liberté, à la souveraineté, à la justice sociale et au développement. Mais nous voulons aussi, par l'organisation autonome des travailleurs, en affirmant notre identité historique et culturelle, et par l'action combative et créatrice, forger notre engagement dans le troisième millénaire.

Le Forum montre la volonté de poursuivre la lutte pour la libération définitive économique et politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, menacées par de nouveaux mécanismes de domination et d'oppression impérialistes. Il réaffirme la nécessité de lutter pour la libération nationale, la justice sociale et la démocratie, dans toutes ses dimensions, non seulement politiques mais aussi économiques, sociales et culturelles. Il stigmatise le refus de la grande majorité des Latino-Américains d'identifier la démocratie au capitalisme, la modernisation à la soumission. (...)

Une offensive du Nord a lieu aujourd'hui sous différentes formes contre l'Amérique latine et les Caraïbes pour accroître sa domination, en modifiant et en accentuant les structures de base du capitalisme dépendant, en imposant des politiques néolibérales qui entraînent une détérioration accrue des conditions de vie du peuple, une limitation des droits élémentaires, la dénationalisation et l'ouverture totale de nos pays au capital et à la production mondiale.

Les organismes financiers internationaux contrôlés par les Etats-Unis et les grandes puissances impérialistes, comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque interaméricaine pour le développement (BID) jouent un rôle clé dans ces attaques contre les intérêts populaires, tout comme l'utilisation de la dette injuste et inassumable et la formation de blocs économiques et géopolitiques contrôlés par les grandes puissances qui veulent soumettre les pays du Sud. (...)

Oligarchie et multinationales

Les tentatives pour procéder à une nouvelle répartition du monde entre les différents monopoles des principales puissances se développent accompagnées de conflits interimpérialistes et de la crise mondiale. Les peuples opprimés et exploités du monde doivent savoir tirer profit [de cette situation].

S'il ne faut pas minimiser les facteurs externes qui, en grande partie, sont responsables de la situation extrêmement grave que vivent les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, il faut aussi souligner les éléments internes.

Des secteurs de l'oligarchie et du grand capital multinational s'obstinent à maintenir les liens de dépendance du Sud avec le Nord, pour sauvegarder leurs intérêts communs et conserver le contrôle du pouvoir local et international.

L'offensive néolibérale agit aussi sur le terrain culturel et idéologique ; elle vise à disloquer les valeurs de solidarité enracinées dans notre société, imposant un modèle individualiste et de concurrence qui oppose les uns aux autres, pour leur survie. Cela limite, chaque fois plus, la participation sociale et politique de notre peuple.

Défendre les intérêts populaires

Les programmes d'ajustement structurel politiques et économiques, définis et imposés sous la pression d'organismes financiers multilatéraux, loin d'assurer le développement social, visent seulement à créer les meilleures conditions possibles pour l'insertion dépendante, selon les besoins des intérêts économiques impérialistes. (...) En même temps, les différents forums et organisations mondiales et régionales sont de plus en plus contrôlés par les Etats-Unis et par d'autres puissances capitalistes qui cherchent à consolider un ordre mondial et régional à la mesure de leurs intérêts, et prétendent légitimer le rôle de gendarme du monde des Etats-Unis, notamment par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

La recherche d'alternatives populaires et révolutionnaires doit conjuguer l'encouragement à la résistance à la politique néolibérale et la création d'espaces de pouvoir populaire. (...)

Le projet néolibéral proposé [par l'impérialisme] pour l'Amérique latine et les Caraïbes ne peut pas être amendé ; il se base sur la nature même de l'ordre économique mondial injuste, qu'il vise à consolider, et

sur le modèle de société qu'il prétend imposer. Seule l'unité la plus large, dans toute sa diversité, de l'ensemble de la gauche et des forces progressistes du monde, pourra aboutir à un changement répondant mieux aux exigences de justice et de paix.

Le contenu économique d'une intégration alternative doit surgir de l'intérieur même des sociétés, de la lutte pour dépasser les structures et les modèles dominants, pour éliminer le contrôle des monopoles et des oligarchies et pour construire un développement économique autonome orienté, en premier lieu, vers la satisfaction des besoins élémentaires de la population.(...). On pourra y parvenir par une alliance de toutes les forces qui veulent élaborer des projets nationaux de justice sociale, de démocratie et de libération nationale. (...)

Tout processus de développement économique authentique passe aujourd'hui par un changement des sujets sociaux au pouvoir, par une juste distribution de la propriété et de la richesse, par la création de pouvoirs pour la majorité [de la population] et par le renforcement de la société civile. Pour y parvenir, des espaces de participation doivent être instaurés, aussi bien au niveau de l'organisation autonome du peuple que des institutions étatiques. Les politiques sociales ne peuvent pas être séparées des politiques économiques. (...)

Pour les droits des femmes

Pour modifier le caractère de la structure productive traditionnelle, ou pour défendre les changements structurels dans les pays qui l'ont déjà changée, il faut combattre les politiques d'ajustement structurel, orthodoxes ou hétérodoxes, et favoriser le développement des forces productives.

Il faut entreprendre un travail politique actif d'organisation autonome de la population sous différentes formes et modalités, de la base jusqu'à des expressions nationales. Il faut combattre la stratégie néolibérale, qui cherche à affaiblir l'action et le poids politiques du mouvement populaire.

Il faut des programmes qui, de manière spécifique, garantissent des mesures visant à l'intégration pleine et égalitaire de la femme dans la société, qui reconnaissent la maternité comme une fonction sociale et le travail domestique comme une fonction qui produit des richesses. Ces programmes doivent favoriser l'intégration des femmes au marché du travail et une appropriation de la richesse matérielle, culturelle, politique, technologique et intellectuelle de la société, ainsi que la suppression des relations sociales d'oppression.

Toute alternative réellement populaire doit inclure un programme de démocratisation qui transforme et remplace les institutions éligibles et non éligibles antidémocratiques et qui, sur de nouvelles bases constitutionnelles, donne la possibilité de créer et de développer une démocratie intégrale : politique, économique et sociale.

Toute alternative populaire doit être prête à assumer des responsabilités économiques actuellement monopolisées par les secteurs patronaux. (...) Dans un nouveau cadre structurel et institutionnel, les personnes et les organisations populaires doivent assumer des rôles de direction et de gestion économique qui facilitent les transformations nécessaires. L'information, la transparence, le débat public et le développement de formes de participation populaire locales et nationales sont, à ce niveau, essentiels. Ces formes de participation ne sont viables que dans le cadre d'un projet de transformation globale pour une nouvelle société.

La participation populaire dans l'élaboration, la direction, la gestion et le contrôle des décisions stratégiques dépend de l'existence d'un projet clair de développement national sur lequel se concentrent les efforts des uns et des autres. L'accumulation de projets microéconomiques, même s'ils sont très autonomes et populaires, ne constitue pas, en tant que telle, une alternative nationale.

L'Etat doit être un lieu de participation et de prise de décisions nationales, car il est obligé de jouer un rôle central de régulation et de promotion de l'égalité sociale, sans abandonner la direction de l'économie à la volonté du marché. (...)

Il faut reprendre la lutte de nos peuples et nations d'origine, en rompant avec la soumission ancestrale, pour créer les conditions qui permettront la construction de sociétés et d'Etats plurinationaux. Il s'agit d'un facteur essentiel pour le développement populaire. (...) En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'autonomie des peuples indigènes et des groupes ethniques, socialement et culturellement structurés, nécessite ses propres bases économiques et des formes de représentation politiques convenables. (...)

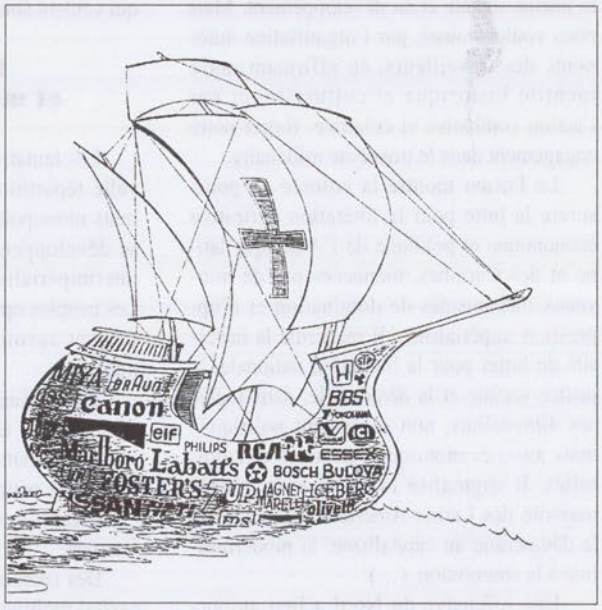
Il faut revendiquer les droits des immigrés latino-américains et antillais aux Etats-Unis, de façon militante, dans tous nos mouvements et partis, en soutenant leurs revendications et leurs protestations, et en liant [ces luttes] aux minorités noires et aux luttes des secteurs les plus pauvres [des Etats-Unis].

L'Initiative pour les Amériques et l'Accord de libre échange représentent une atteinte contre la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes ; ils octroyent un pouvoir accru aux entreprises multinationales pour prendre des décisions ayant des répercussions directes dans le domaine de l'éducation, de la santé et d'autres services indispensables pour l'amélioration de la qualité de vie (1). (...)

La "légitimation" de la politique interventionniste

[Nous] réaffirmons que tout projet alternatif ou tout programme d'action politique doit prendre en compte le rôle nuisible de la politique interventionniste des Etats-Unis.

Le succès [d'un projet alternatif d'intégration des peuples] peut être sérieusement compromis par le problème de la dette extérieure. (...) Le paiement de la dette continue à aggraver la misère et empêche les investissements nécessaires pour la croissance économique, le progrès technique et la justice sociale. L'intégration exigerait de rechercher



1) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992.

des mécanismes propres de négociation conjointe en réponse à l'unité de créanciers.

Sous prétexte [de lutte contre le narcotrafic et le terrorisme], les Etats-Unis organisent des campagnes militaires dans la région des Andes, et renforcent la capacité répressive des structures de sécurité et d'espionnage dans les pays de notre région.

La politique de la canonnière, traditionnellement employée par les Etats-Unis contre nos peuples, se voit maintenant légitimée par le jugement illégal de la Cour suprême de justice des Etats-Unis, qui, avec une série de demandes d'extradition, justifie la détention de ceux que le gouvernement de Washington considère comme coupables d'un délit (2). Nous unissons notre voix aux autres forces qui défendent le droit, pour dénoncer cette nouvelle tentative d'imposer la loi du plus fort dans les relations internationales, en violant de façon flagrante les souverainetés nationales et le droit international. Nous demandons l'annulation de cette prétention illégitime par les organismes mondiaux et régionaux juridiquement compétents, ainsi que le rapatriement immédiat des détenus.

Pour la non-intervention

La politique agressive, et de plus en plus hostile, du gouvernement des Etats-Unis contre le peuple et le gouvernement de Cuba, et ses nouvelles tentatives pour accentuer le blocus économique contre cette nation souveraine, constituent un affront à la souveraineté nationale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et une offense à la dignité de leurs peuples (3). Nous affirmons notre soutien au droit du peuple et du gouvernement cubains à défendre leur volonté de poursuivre la construction du socialisme dans leur pays. Nous nous mobilisons avec les peuples de la région et du monde pour contribuer à la défense de cette nation sœur, en exigeant de tous les gouvernements qu'ils ne cèdent pas aux pressions impérialistes visant à faire obstacle aux liens de coopération avec Cuba.

Nous appelons à construire un nouvel ordre économique et politique international, différent de celui qui prétend aujourd'hui s'imposer sous l'hégémonie des Etats-Unis et des puissances capitalistes, et qui permette :

● la démocratisation des organismes internationaux et spécialement des Nations-Unies, en modifiant les normes de fonctionnement actuelles, qui permettent l'abus hégémonique du Conseil de sécurité (...) ;

● de résoudre définitivement le grave problème de la dette extérieure, en l'annulant et en obtenant un flux de ressources financières ;

● de modifier l'actuel régime d'échange inégal entre les pays développés et ceux du Sud ;

● une totale réorientation des politiques et des fonctions du FMI et de la Banque mondiale, redéfinissant les mécanismes de prise de décisions en leur sein ;

● des politiques économiques et des modèles de développement qui garantissent la préservation de l'environnement, qui en finissent avec la dévastation écologique et qui lient la lutte pour l'environnement avec celle lutte contre la pauvreté ;

● la reconnaissance de la dette écologique des pays du monde capitaliste développé envers les pays du Sud (4) ;

● la réaffectation des dépenses militaires des grandes puissances au développement du Sud, encourageant ainsi le désarmement mondial ;

● la démocratisation des mécanismes d'information et de communication internationaux ;

● le respect de la souveraineté nationale et des principes de non-intervention et de solution politique des différends entre les nations.

Le Forum de Sao Paulo demande :

● l'arrêt immédiat du blocus illégal et immoral contre Cuba, et l'arrivée d'une aide aide économique internationale massive pour empêcher que ne s'aggravent les conséquences néfastes de plus de 30 ans de blocus. La restitution de la base de Guantanamo à Cuba.

● le rétablissement de Jean-Bertrand Aristide à la présidence de Haïti ;

● le rétablissement des droits démocratiques au Pérou et l'élection d'un congrès constituant souverain ;

● le respect scrupuleux par le gouvernement du Salvador des accords de paix signés avec le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) ;

● l'accélération du processus de négociations au Guatemala ;

● l'arrêt immédiat de toute ingérence ou intrusion des Etats-Unis dans les affaires internes du Nicaragua, ainsi que la fin des pressions qui prétendent peser sur l'avenir politique de cette nation et démanteler les acquis de la révolution populaire sandiniste (5) ;

● la non-reconnaissance du gouvernement illégitime imposé à Panama par l'invasion des Etats-Unis, le retrait de toutes les troupes nord-américaines de ce pays et le respect plein et entier des accords Torrijos-Carter (6) ;

● le respect du droit du peuple frère de Porto Rico à la libre détermination et à l'indépendance, ainsi que la fermeture des bases militaires qui se trouvent sur son territoire ;

● la fin du colonialisme dans les Caraïbes et le démantèlement des bases militaires étrangères dans cette région, pour que puisse s'exercer le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des pays et territoires qui souffrent encore de la domination coloniale en Amérique latine et dans les Caraïbes ;

● la poursuite du processus de négociation pour une solution politique et non militaire au conflit interne colombien et la reprise rapide du dialogue entre le gouvernement et la Coordination de guérilla Simon Bolivar ;

● la fermeture des bases militaires des Etats-Unis au Honduras. ★

Managua, 19 juillet 1992

2) Voir *Inprecor* n° 357 du 17 juillet 1992.
3) Voir *Inprecor* n° 344-348 des 17 janvier et 13 mars 1992.
4) Voir *Inprecor* n° 354, 355 et 356 des 5, 19 juin et 3 juillet 1992.
5) Voir *Inprecor* n° 357 du 17 juillet 1992.
6) En 1979, des accords étaient signés entre les présidents des Etats-Unis et de Panama, Jimmy Carter et Omar Torrijos, prévoyant le retour du canal sous souveraineté panaméenne. L'intervention militaire de décembre 1989, sous prétexte d'arrêter Noriega, est liée à l'approche de cette date fatidique.

L'arroseur arrosé

Fernando Collor

Après la publication des résultats de la commission d'enquête parlementaire (CPI), établissant clairement que le président brésilien, Fernando Collor bénéficait directement du réseau de corruption monté par l'ancien trésorier de sa campagne électorale, l'influent homme d'affaires Paulo Cesar Farias, et après le début du procès, le départ de Collor paraît imminent.

Alfonso MORO

QUAND le président Collor est intervenu à la télévision, au début du mois de juin 1992, pour tenter de convaincre la population de son innocence, il avait à ses côtés la Bible, cherchant ainsi à exorciser ce qui était déjà évident pour tous : sa responsabilité dans les actes de corruption, de malversation de fonds et autres délits pour lesquels il est maintenant jugé. Il a depuis eu l'occasion de s'expliquer de nouveau à la télévision, devenant, à chaque fois, un peu plus impopulaire auprès de la population qui exige majoritairement son départ.

Collor a remporté les élections présidentielles de 1989, après avoir été gouverneur du petit et pauvre Etat du Nord-Est, l'Alagoas, avec un discours moralisateur de la société ; il prétendait en finir avec les *mordomias* (privilèges) que reçoivent les *marajas* [nom donné aux fonctionnaires publics qui profitent de nombreux avantages matériels et économiques, ndlr], tout en prenant comme cible de sa campagne les partis politiques, présentés comme responsables de la crise du pays ; ce discours correspond bien aux vents néolibéraux qui soufflent dans tout le monde et qui cherchent à éloigner la population de la politique, présentée comme une activité "sale", à la portée des seuls initiés.

Au second tour de l'élection présidentielle, lorsqu'il ne restait plus que deux candidats en lice, Collor et Luis Ignacio da Silva, Lula, le président du Parti des travailleurs (PT), soutenu par le Front Brésil populaire (FBP), presque tous les médias, et une bonne partie de la bourgeoisie, n'ont pas hésité à apporter leur soutien au premier, déployant une campagne ouvertement anticommuniste et cachant les manœuvres et la corruption qui apparaissent aujourd'hui au grand jour.

Bien entendu, une fois installé au pouvoir, Collor a administré le pays de manière impériale. Il a lancé son programme de politique économique d'austérité contre la population, visant en particulier les syndicats, accusés d'être des privilégiés du système. Avec son cercle d'amis intimes, ceux que l'on appelle populairement la "République d'Alagoas", Collor a mis en place un système de confiscation de toutes les épargnes populaires et des comptes courants déposés dans les banques, tandis qu'il proposait d'en finir d'un coup avec l'inflation, ce qui, selon lui, nécessitait que les gens "se serrent la ceinture".

Un peu moins de deux ans après, et alors que le Brésil traverse une profonde récession économique (1), écrasé par une hyperinflation qui ne cesse de s'accroître, les richesses du pays sont toujours entre les mains d'une poignée de privilégiés : 1 % de la population la plus riche concentre 18 % des richesses nationales — un des plus forts taux de concentration des richesses. En même temps, plus de 18 milliards de dollars on été transférés à l'étranger pour payer le service de la dette du pays.

D'autre part, le chasseur de *marajas* a immédiatement montré jusqu'où pouvait aller l'infamie de son discours moralisateur. En effet, les accusations de corruption, de trafic d'influences, etc. sur lesquelles il doit aujourd'hui répondre, ne sont pas pas de son seul fait ; depuis le début de son mandat, les cas de corruption, qui ont touché les ministres, les amis et des proches du président n'ont pas cessé : Pedro Pablo Leoni, ancien secrétaire aux Affaires stratégiques est mêlé au scandale de l'entreprise d'Etat de pétrole Petrobras ; Jorge Fuiza, actuel ministre de l'Action sociale aurait reçu 100 000 dollars de la Fédération des banques du Brésil comme donation personnelle pour sa campagne électorale ; Claudio Vieira, ancien secrétaire du président est accusé d'avoir utilisé des informations confidentielles pour acheter des titres de la dette extérieure. La propre femme de Collor, ancienne présidente de la Légion brésilienne d'assistance (LBA), a dû abandonner son poste après la constatation de multiples irrégularités enregistrées durant son mandat dans cet organisme. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Il est évident que ce gouvernement se caractérise par une longue liste de corruption en tout genre dont Collor se trouve à la tête. Voilà pourquoi il ne suffit pas que Collor s'en aille, il faut que toute son équipe soit condamnée, ce que veulent éviter ces mêmes groupes d'intérêts, chargés auparavant de propager son image de redresseur de torts.

Guerre de mouvements

Sous ces accusations de corruption, la crise politique et sociale du régime de domination et de l'Etat brésilien, qui s'est ouverte à la fin de la dictature militaire, en 1984, s'approfondit chaque jour davantage. Dans les faits, on assiste à un processus de remise en place des différentes forces sociales dont le dénouement est encore loin. Le gouvernement a perdu toute légitimité sociale et, bien que la bataille contre Collor soit une revendication démocratique juste d'un point de vue éthique, c'est le type de modèle société qu'on cherche à construire dans ce pays qui est aussi en jeu et au cœur de la bataille actuelle.

Si une "transition négociée" était instaurée, comme le demandent les médias officiels, les partis de droite, l'armée et les patrons, dans laquelle Collor serait remplacé par son Vice-président Itamar Franco (ancien membre du Parti du mouvement démocratique brésilien, PMDB), cela aboutirait à la poursuite de la politique économique et du programme social néolibéral qui a déjà provoqué de nombreux dégâts pour la population depuis 1990. Une telle issue, s'il est certain qu'elle ne résoudrait pas le pro-

1) Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

blème du manque de légitimité ni la crise du régime et de l'Etat, reviendrait, de fait, à un gouvernement Collor, sans Collor.

Ce n'est pas un hasard si, face à l'explosion du scandale, des gens comme l'actuel ministre de l'Economie, Marcilio Marques Moreira, s'efforcent de rappeler, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, que, même sans Collor, la politique économique du gouvernement ne changera pas, cherchant ainsi à apaiser la nervosité croissante des créditeurs internationaux, du Fonds monétaire international (FMI) et du patronat brésilien.

Comment sortir de la crise ?

La partie étant mal engagée, tout le monde cherche à sauver sa peau. Leonel Brizola, principal dirigeant du Parti démocratique des travailleurs (PDT) et actuel gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, qui a toujours eu un discours populiste, s'était embarqué, depuis un certain temps, dans un soutien ouvert à Collor — ce qui l'avait amené à dire, au début du mois de juillet, quand les preuves contre le président étaient déjà connues, que celui-ci était victime d'une conspiration visant à le renverser. A la mi-août, après la manifestation de plus de 150 000 personnes à Rio de Janeiro, sous le mot d'ordre, entres autres, de *« Le gouverneur de Rio soutient un voleur »*, Brizola a pris la décision de changer de camp, cherchant à apparaître comme un défenseur convaincu de la démocratie.

On a assisté au même comportement de la part du Parti du front libéral (PFL), organisation qui, avec ses 14 % de députés au Parlement, était le principal soutien du gouvernement, sur laquelle Collor comptait pour empêcher l'ouverture d'un procès politique contre lui, et qui, maintenant, cherche à prendre ses distances.

La presse et les médias qui, dans leur majorité, avaient agi comme des entreprises de propagande du gouvernement, cherchent aussi à s'écarter, se présentant comme les défenseurs de la morale sociale et de l'ordre établi. Des journaux comme *Folha de Sao Paulo* et *O Jornal do Brasil*, ainsi que le monopole de télévision *O Globo*, n'ont pas cessé d'implorer que cesse au plus vite cette affaire et que, surtout, la politique économique appliquée jusqu'à présent ne change pas.

La portée des conclusions auxquelles est parvenue la Commission d'enquête ne peuvent s'expliquer sans connaître le rôle joué dans cette affaire par le Parti des travailleurs. Depuis la fin du moins de mai 1992, l'exécutif national du PT était résolu à appeler à la mobilisation nationale pour la constitution de cette commission d'enquête, tout en déployant une politique d'alliances avec d'autres partis, aussi bien au Parlement que dans la rue. Une fois la CPI nommée, le PT a engagé le combat pour éviter que l'enquête ne soit tronquée, comme le voulaient ceux qui désiraient sauver l'image du principal accusé, le président.

Au début du mois de juillet, la direction nationale du PT a confirmé son engagement dans la lutte pour la démission de Collor.

A l'intérieur du PT, un débat a eu lieu entre, d'une part, ceux qui prétendaient limiter l'action politique de ce parti au cadre étroit du Parlement, c'est-à-dire en défendant la perspective de la lutte électorale et en préservant l'alliance avec d'autres partis, et ceux qui, de l'autre, voulaient donner la priorité à la mobilisation populaire sans abandonner le terrain institutionnel, signalant que, devant la probable démission du président, l'arrivée au gouvernement d'Itamar Franco devrait être provisoire pour que des élections anticipées soit convoquées. Même s'il est difficile de garantir une véritable mobilisation de masse de la population, c'est cette seconde option qui est la plus correcte — même s'il n'y a pas, jusqu'à présent, de véritable mouvement organisé. C'est le grand défi que doit affronter le PT, qui est la seule force sociale et politique capable d'offrir une véritable issue à la crise que vit le pays.

Il faut rappeler que l'affaire Collor atteint à son point culminant un mois avant les élections municipales, prévues pour octobre 1992, et alors qu'un référendum sur la forme de gouvernement dont les Brésiliens veulent se doter devrait être organisé en 1993. Ces deux éléments justifient aussi la tenue d'élections anticipées, surtout lorsque l'on sait que le gouvernement en tant que tel n'existe déjà plus, compte tenu de sa totale perte de légitimité.

Dans un tel contexte, le PT est aujourd'hui face à une épreuve décisive — la perspective de son arrivée au gouvernement est de nouveau à l'ordre du jour. Cette possibilité, si elle ouvre une situation qualitativement différente tant pour le Brésil que pour le reste de l'Amérique latine, ne pourra se concrétiser que si ce parti reste clairement dans le camp de l'opposition démocratique et radicale au gouvernement Collor et, surtout, si la majorité de la population, dans un mouvement organisé et conscient, parvient à trouver une certaine cohérence, si elle est capable et prête à défendre un gouvernement démocratique et populaire. ★

4 septembre 1992

Souscription : Premiers résultats

En juillet dernier, *Inprecor* lançait un appel à ses lecteurs pour faire face à une situation financière difficile. Malgré les vacances, peu propices aux souscriptions, vous avez été un certain nombre à répondre à notre appel..

De même, vous avez été nombreux à participer à la campagne d'abonnements promotionnels à 60 FF pour six mois, ce qui, nous l'espérons, contribuera à fidéliser de nouveaux lecteurs à la revue.

Comme nous l'annoncions dans le dernier numéro de juillet, un réajustement du prix au numéro — 25 FF au lieu de 20 FF — et de celui des abonnements — 360 FF pour un an et 190 FF pour six mois — a été décidé pour ce premier numéro de rentrée.

Nous publions une première liste de souscripteurs. La campagne doit se poursuivre. *Inprecor* a toujours besoin de vous !

La rédaction

Première liste

Stuart R. (Grande-Bretagne) ; William McQ. (Grande-Bretagne) ; Berta L. (Etats-Unis) ; Alan J. (Etats-Unis) ; Edmond K. (Etats-Unis) ; Ingo S. (Allemagne) ; Martin B. (Autriche) ; Peter T. (Etats-Unis) ; Paul N. et Edith S. (Etats-Unis) ; Jacques B. (France) ; Ray D. (Etats-Unis) ; Adam S. (Etats-Unis) ; S. C.V. (canada) ; R. O (Grande-Bretagne) ; Thomas H. (Etats-Unis) ; Rita S. (Etats-Unis) ; Ray D. (Etats-Unis).

Terreur nazie à Rostock

Le 25 août 1992, est une date qui restera dans l'histoire de l'Allemagne moderne. Ce jour-là, 2 500 fascistes et une foule de milliers de spectateurs réjouis ont réussi à contraindre des réfugiés à quitter leur foyer, à Rostock, en Allemagne de l'Est.
Le même jour, les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) d'opposition, malgré les protestations de leur base, ont fait savoir qu'ils soutiendraient les amendements à la Constitution, proposés par le gouvernement, visant à restreindre le droit d'asile, aidant ainsi à constituer la majorité des deux tiers requise pour un changement de la Constitution.

David MULLER

BIEN AVANT que les partis les plus à droite de la coalition gouvernementale — l' Union démocratique chrétienne (CDU) et l'Union sociale chrétienne (CSU) — aient commencé à faire du droit d'asile un sujet de leurs propagande, les nazis avaient obtenu, il y a précisément un an, .la fermeture du foyer d'immigrés à Hoyerwerda (en Saxe). Ainsi, les idées répandues par ces partis ont échappé à leur contrôle. Pour la première fois depuis la chute du régime nazi, les militants néofascistes ont été capables d'influencer la politique allemande par la terreur.

Les politiciens bourgeois et le gouvernement régional du Mecklenburg-Vorpommern — contrôlé par la CDU, et responsable de Rostock et de sa police — ont d'abord refusé de prendre les violences au sérieux ; le 25 août, il n'y avait que six policiers pour s'opposer à plus de 200 nazis armés ; des membres de la police des frontières observant passivement, l'ordre d'intervenir ne leur ayant pas été donné. Environ 60 % des interpellés étaient des antifascistes qui ont tenté de venir en aide aux réfugiés.

L'"impuissance" de la CDU

La presse et les politiciens ont parlé de l'"impuissance" de la police. En fait, il s'agissait clairement d'un manque de volonté. Comme par magie, les mêmes gradés de la police et autres politiciens ont pu surmonter leur impuissance, le 29 août, pour contrôler la contre-manifestation antifasciste — 3 000 policiers d'élite étaient disponibles, faisant plus de 90 arrestations.

Mis à part le profil raciste des politiciens bourgeois et de la hiérarchie de la police, la passivité initiale avait aussi une motivation politique bien précise ; en l'occurrence, la campagne pour une modification des dispositions de la Constitution sur le droit d'asile. De plus, la marée raciste est bien utile au gouvernement pour faire diversion sur son absence de projet.

Il n'était donc pas surprenant de voir les récriminations des médias officiels et des politiciens contre les « *violences de gauche et de droite* » se combiner à leur "compréhension" pour les nazis et ceux qui les ont applaudis. Le front uni de l'*establishment* a surtout parlé du « *problème de stopper le flot des demandeurs d'asile* ». Pendant ce temps, les experts en sécurité d'Etat de la CDU et du SPD en ont profité pour demander la création d'une unité de police de choc, composée de 1 000 à 2 000 membres. Il n'est pas difficile de deviner qui sera la vraie cible de cette unité. La terreur nazie a donc directement conduit à un renforcement de l'appareil d'Etat contre la gauche.

Toutes les mesures que l'Etat prétend destiner à la lutte contre la menace nazie représentent des concessions à l'extrême droite : le foyer d'immigrés de Rostock va être fermé, l'article de la Constitution sur le droit d'asile modifié et l'Etat renforcé. Les nazis peuvent fêter la victoire et ne s'en sont pas privés : de cinq à dix attaques de foyers d'immigrés ont eu lieu depuis, chaque jour, en Allemagne.

L'aplatissement des dirigeants du SPD est accablant ; non seulement sur le droit d'asile mais, également, en ce qui concerne la possibilité pour les troupes allemandes d'intervenir à l'étranger au sein des forces de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). En résumé, le SPD fera ce qu'il peut pour contribuer à attiser les causes de l'immigration des réfugiés tout en leur interdisant l'entrée en Allemagne. Quelques dirigeants du SPD caressent déjà l'espoir d'une grande coalition gouvernementale avec la CDU, mais les raisons profondes de cette soumission sont l'intégration de la bureaucratie du SPD dans l'appareil d'Etat bourgeois et son manque d'imagination.

Le SPD n'a plus d'alternative à proposer à la politique conservatrice comme c'était le cas au début de l'ère Brandt, dans les années 60. Pourtant, la chute du stalinisme et la dynamique à droite qui a suivi n'a pas eu autant de conséquences pour le SPD qu'elle n'en a eu pour les staliniens ou la gauche qu'ils influencent. Cependant, les sociaux-démocrates ont progressivement battu en retraite avant même l'offensive de la droite.

Il y a eu des démissions et des signes d'opposition, surtout au sein des Jeunesses Socialistes (Juso), mais ces contestataires sont trop dispersés et ne semblent pas assez forts pour imposer un congrès extraordinaire.

La responsabilité des antiracistes

La contre-manifestation de Rostock a reçu un soutien très large, allant de la branche locale de la Fédération des syndicats allemands (DGB) aux autonomes anarchisants. La participation de 20 000 personnes a montré que la gauche radicale demeure capable de mobiliser plus que l'extrême droite. Toutefois, la manifestation a aussi révélé un danger de rupture. Certains réformistes considèrent que les masses sont racistes par nature et sont prêts à accepter des propositions visant au renforcement du contrôle de l'immigration.

En outre, au sein de l'aile radicale, beaucoup de ceux qui sont prêts (à juste titre) à s'affronter directement à l'idéologie raciste et à organiser la riposte militante ne veulent pas avancer de réponses sociales. Il ne s'agit pas de prétendre que les militants racistes vont changer d'opinion si on leur oppose des revendications sociales. Mais, il s'agit pour le mouvement antiraciste de construire une alternative de gauche autour d'un combat antiraciste conséquent pour l'égalité des droits et la justice sociale et de soutenir l'émergence d'un mouvement des immigrés et des réfugiés qui mette en avant des revendications pour l'ensemble des travailleurs. Si une telle alternative n'existe pas, le mot-d'ordre « *Les étrangers dehors !* » recevra le soutien politique d'un nombre croissant de gens. ★

Hambourg, le 3 septembre 1992

INpreCOR